

UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 2 / JUIN 2018

Le magazine de la DDC
sur le développement
et la coopération

LES MONTAGNES

Des régions cruciales
pour l'avenir de la planète

GÉORGIE

Le pays agricole du Caucase
mise sur la viticulture

PESTICIDES

Un bien ou un mal dans la lutte
contre la faim et la malnutrition ?

DOSSIER LES MONTAGNES



8

Les montagnes, des régions clés pour un avenir durable

Ces écosystèmes, bien que vulnérables, offrent des solutions de développement durable.

12

« Les pays de montagne doivent parler d'une seule voix »

Entretien avec Eklabya Sharma, directeur général adjoint du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, basé à Katmandou au Népal.

14

Symboles de pureté, les glaciers deviennent des dangers

Ces masses de glace sont à la fois témoins et victimes du changement climatique.

16

Le reboisement offre des perspectives

Les forêts sont menacées par le réchauffement de la planète, alors qu'elles constituent un frein important à ce phénomène.

17

Traditions autochtones et outils technologiques

Savoir ancestral et connaissances scientifiques permettent d'améliorer la nutrition et la résilience des populations d'altitude.

19

Faits et chiffres

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

HORIZONS GÉORGIE



20

Des vignes couleurs d'espoir

La Géorgie, où plus de la moitié de la population travaille dans l'agriculture, mise sur une tradition ancienne.

24

Sur le terrain avec...

Olivier Bürki, responsable du Programme régional dans le Caucase du Sud, évoque les structures patriarcales et le fromage dans les supermarchés de Tbilissi.

25

La fibre entrepreneuriale de Gogi

Éric Livny n'avait jamais pensé devenir, un jour, expert en économie agricole à Tbilissi.

FORUM



32

Pesticides : un usage contesté

Recourir à des produits phytosanitaires dans les pays en développement : une question qui divise.

35

Solidarité et plus

L'engagement de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté aux quatre coins de la planète profite également à la population helvétique.

37

« Fais attention stp! »

Carte blanche : l'Afghane Sharbanoo Sadat relate son quotidien à Kaboul entre attentats-suicides, terreur et explosions.

DDC



26

Plus de 300 millions pour les Nigériens plus démunis

La restitution des fonds d'Abacha au gouvernement nigérian renforce le rôle pionnier de la Suisse dans le domaine de la restitution d'avoirs illicites.

29

Une nouvelle vie sans mines

La Colombie est l'un des pays du monde qui compte le plus de mines antipersonnel.

CULTURE



38

Trésor et phare de la musique de Zanzibar

Au fil des ans, l'Académie de musique sur l'île tanzanienne est devenue un lieu de rencontre incontournable de la scène culturelle locale.

3 Éditorial

4 Périscope

31 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Francesca Sanna

43 Impresum

L'ENGAGEMENT DE LA SUISSE: TOUJOURS PLUS HAUT



En tant que Suisse d'une génération dont l'essentiel des vacances scolaires était consacré au ski et à la randonnée, je considère nos montagnes comme faisant partie de mon histoire personnelle: le dialecte grison aux intonations familières, l'odeur caractéristique des chalets d'alpage, le panorama grandiose de mille sommets et, bien sûr, les entorses annuelles jusqu'à ce que Georges Salomon invente enfin la fixation de sécurité. Dans mon esprit d'enfant, les montagnards se divisaient en deux catégories: les moniteurs de ski et les paysans de montagne. Au gré des saisons, j'ai vite compris qu'il s'agissait bien souvent des mêmes personnes et que les lunettes de sport dernier cri sur les pistes faisaient place à la chemise de flanelle trempée de sueur sur les pâturages en pente. C'était, sans aucun doute, la perception privilégiée d'un enfant du Plateau suisse.

La grande majorité des 12% de la population mondiale vivant en montagne connaît, elle aussi, les changements de saisons. Pour elle, aucune de ces périodes ne se prête, cependant, au romantisme. Les hivers sont longs et rudes. Le printemps apporte son lot d'inondations et de glissements de terrain. Les étés trop brefs et leurs récoltes incertaines cèdent la place à l'automne, qui ne fait qu'annoncer l'hiver sans fin.

Les populations des vallées montagneuses - comme dans l'Hindu Kush ou les Andes - sont, en outre, souvent coupées de la vie économique et sociale du reste du pays. Si elles appartiennent, de plus, à une minorité culturelle ou ethnique, leur isolement est généralement complet.

Les montagnes constituent une priorité particulière pour la DDC. L'engagement de la coopération helvétique dans ces régions vise principalement à accroître la résilience et les perspectives des populations défavorisées par la nature, la géographie et, souvent aussi, la société. Il s'articule principalement autour de trois axes: la préservation des ressources naturelles (les forêts de montagne, par exemple), l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction des risques de catastrophes naturelles.

Ce nouveau numéro d'*Un seul monde* se propose, par ailleurs, de relater un succès dont nous sommes très heureux et auquel la DDC et la Direction du droit international public du DFAE ont contribué de façon décisive: la conclusion de négociations avec le gouvernement nigérian et la Banque mondiale sur la restitution de quelque 321 millions de dollars, saisis à la famille de l'ancien dictateur Sani Abacha et transférés illégalement en Suisse. Le protocole d'entente prévoit expressément que ces fonds seront destinés aux personnes les plus démunies. Il s'agit d'un apport important au développement durable du Nigeria, dans l'esprit de l'Agenda 2030.

Cet accord, qui reste à mettre en œuvre, nécessitera un suivi attentif. On peut déjà dire, néanmoins, que ce mécanisme de restitution, dans la perspective d'un financement ciblé du développement, devrait servir de modèle à l'échelle mondiale. La Suisse confirme ainsi son rôle prééminent sur la scène internationale en matière de restitution de biens patrimoniaux acquis illégalement. Elle renforce également, de manière significative, la cohérence des politiques en faveur du développement durable.

Manuel Sager
Directeur de la DDC



© Maitte Jaeger/Ifat

VERS UN CACAO DURABLE

(zs) Rares sont les gourmands à songer à la disparition des forêts lorsqu'ils croquent un carré de chocolat. Pourtant, le cacao constitue l'une des principales causes du déboisement dans les pays producteurs. En Côte d'Ivoire et au Ghana, les petits agriculteurs font face à des difficultés croissantes : dégradation des sols, pénurie d'eau et mauvaises récoltes notamment. Leurs moyens de subsistance diminuent, tout comme leur capacité à adopter de nouvelles pratiques respectueuses des forêts. Pour favoriser une gestion durable de la production de cacao en Afrique de l'Ouest et ainsi mettre fin à la déforestation, la Banque mondiale a publié un rapport faisant ressortir huit mesures prioritaires à l'intention des acteurs privés et publics. Créer des partenariats institutionnels pour coordonner le soutien aux petits producteurs, définir une stratégie de financement pour régénérer les cultures de cacaoyers et obtenir l'engagement des bailleurs de fonds, réglementer l'utilisation des forêts et des terres : telles sont quelques-unes des actions recommandées.

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29014/122086.pdf>

DES ENTREPRISES ASIATIQUES COMBATTENT LE TRAVAIL FORCÉ

(zs) De grandes sociétés – hôtels, banques, marques de vêtements – s'unissent pour combattre l'esclavage moderne sur le continent asiatique. Répondant à l'initiative du Mekong Club, organisation à but non lucratif basée à Hong Kong, elles espèrent réussir là où les militants ont échoué. « Nous croyons qu'en adoptant une position publique, nous pouvons aussi encourager les autres à se joindre à la lutte »,

déclare Grant Bowie, directeur général du géant hôtelier MGM China Holdings Ltd. C'est dans la région Asie-Pacifique que le travail forcé est le plus répandu : quatre personnes sur mille en sont victimes, selon l'Organisation internationale du travail. Les entreprises signataires de l'engagement sont appelées à prendre des mesures concrètes : auditer leurs fournisseurs et instaurer des politiques de prévention par exemple. VF Corporation, l'un des leaders mondiaux de l'habillement, a ainsi vérifié les activités des 120 usines qui livrent du matériel pour ses marques. Résultat : « Rien d'extrême », mais quelques problèmes, notamment le manque de logements pour les travailleurs migrants. Les manufactures ont six mois pour régler la question.

DES SUPER-HARICOTS POUR LES RÉFUGIÉS

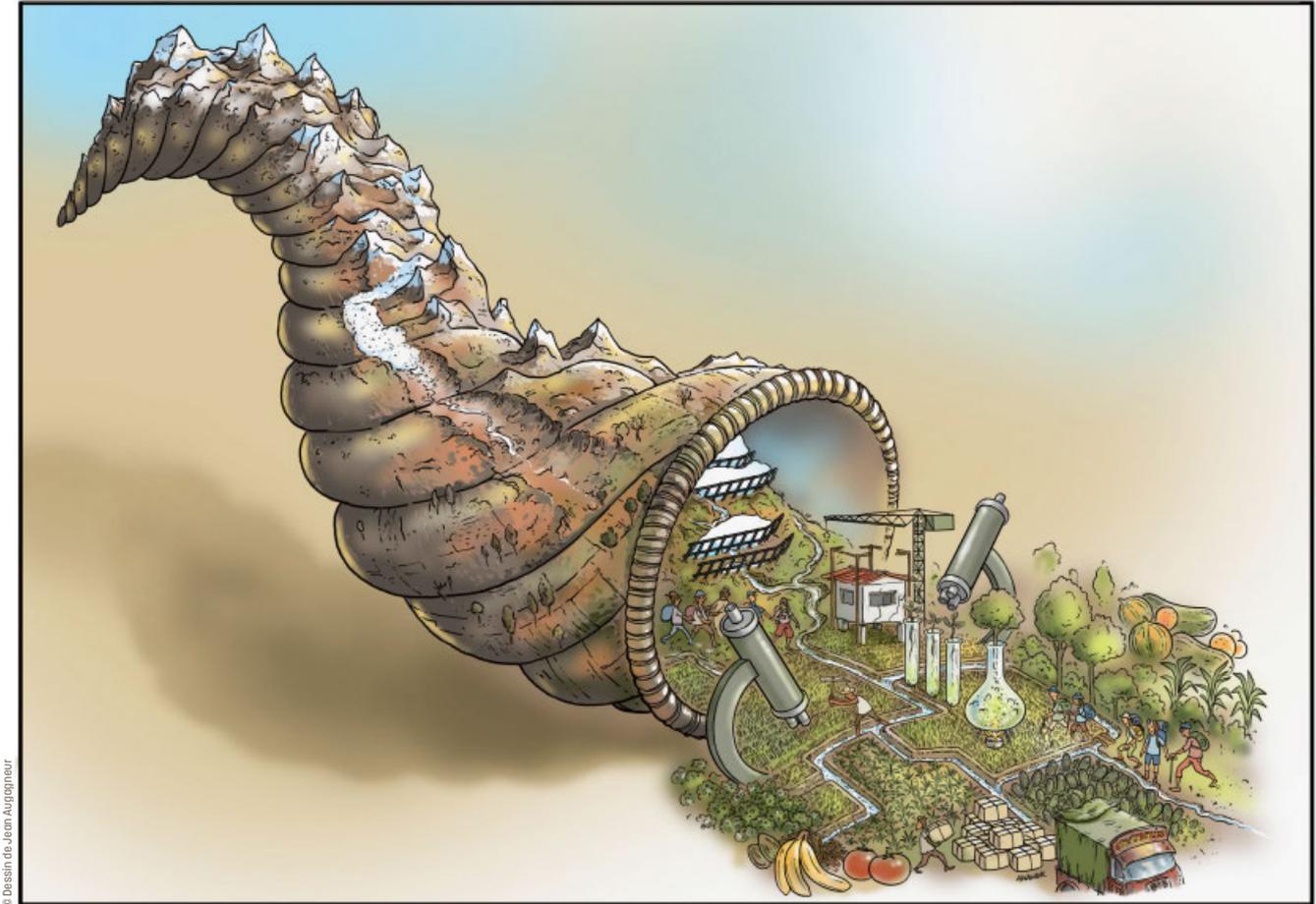
(cz) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) distribue en Ouganda des semences de « super-haricots » aux réfugiés sud-soudanais. Les haricots Nabe 15 sont nourrissants et poussent très vite. À moyen terme, ils doivent permettre aux populations de subvenir à leurs propres besoins alimentaires. Selon les estimations, les combats qui sévissent au Soudan du Sud ont forcé plus d'un million de personnes à trouver refuge en Ouganda. « La plupart des réfugiés ont de l'expérience en agriculture », explique Béatrice Okello, directrice du programme de la FAO en Ouganda, au quotidien britannique *The Guardian*. « Grâce aux semences, ils peuvent gagner leur vie et assurer leur sécurité alimentaire. » Les haricots peuvent être plantés presque partout, ajoute-t-elle. Ils ont été mis au point par des scientifiques de l'Organisation nationale ougandaise de recherche agricole en collaboration avec le Centre international colombien d'agriculture tropicale.



© Georgina Smith/CIAT

VACCINATION DE MASSE CONTRE LA FIÈVRE JAUNE

(cz) Le Nigeria, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, entend vacciner, cette année, plus de 25 millions de personnes contre la fièvre jaune. Il s'agit de la campagne de vaccination la plus importante de l'histoire de ce pays. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts mondiaux visant à éradiquer, d'ici à 2026, les épidémies de fièvre jaune. Dans les États touchés du Nigeria, 90% de la popula-



© Dessin de Jean-Augagneur

tion doit être vaccinée. Une seule dose suffit à immuniser une personne contre la maladie transmise par les moustiques infectés. En 2017 déjà, l'État a vacciné trois millions de ses quelque 200 millions d'habitants. Des flambées épidémiques importantes surviennent néanmoins. La fièvre jaune frappe, chaque année à travers le monde, 200 000 personnes. Quelque 30 000 individus en meurent.

GÉNOME DÉCODÉ

(bf) Pour de nombreuses familles paysannes en Inde et en Afrique, le mil constitue une denrée alimentaire de base importante. Cette céréale est une source importante de sels minéraux, tels que le calcium, le fer, le magnésium ou le zinc. Elle contient de nombreuses vitamines et acides aminés essentiels. Le mil résiste, en outre, à la sécheresse et à la chaleur. Une équipe interdisciplinaire de chercheurs des Universités de Zurich et de Bangalore, en Inde, a pu décoder, pour la première fois, son génome extrêmement complexe. Kentaro Shimizu, professeur à l'Institut d'évolution biologique et des sciences de l'environnement de l'Université de Zurich, voit, dans ce décryptage, un grand potentiel d'amélioration de la sécurité alimentaire, notamment en Inde. Les données génétiques du mil ouvrent de nombreuses possibilités dans la sélection végétale moderne

pour combattre les carences en sels minéraux de nombreuses personnes, en Inde comme dans les pays industrialisés, et rendre les récoltes plus résistantes à la sécheresse.

AUCUN AVENIR SANS ÉDUCATION

(jlh) Les pays du Sahel - Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad - affichent de mauvais indicateurs dans les domaines de la formation et de la santé. Le développement économique y est, de plus, faible et la situation politique fragile. Telles sont les conclusions d'une étude de l'Institut berlinois pour la population et le développement. La formation joue un rôle-clé dans ce cercle vicieux : l'infrastructure et les méthodes d'enseignement sont insuffisantes, le système éducatif est complètement surchargé face à la plus forte croissance démographique mondiale. Près de 70 millions de personnes s'avèrent analphabètes et de nombreux enfants ne sont pas scolarisés. S'ils ont la chance d'aller à l'école, beaucoup la quittent prématurément et sans formation utile. Selon les auteurs de l'étude, le seul moyen d'améliorer les conditions de vie et les perspectives de la population à long terme, et ainsi réduire les migrations, est d'investir massivement dans l'éducation. Seuls, les pays concernés n'en sont pas capables. La communauté internationale doit s'engager plus fermement dans ce domaine.



Dans la Vallée Sacrée, sur les hauts plateaux péruviens à plus de 3000 mètres d'altitude, un petit agriculteur cultive la terre à la main.

© Thomas Linke/laif

DOSSIER MONTAGNES

- LES MONTAGNES, DES RÉGIONS CLÉS POUR UN AVENIR DURABLE** PAGE 8
« LES PAYS DE MONTAGNE DOIVENT PARLER D'UNE SEULE VOIX » PAGE 12
SYMBOLES DE PURETÉ, LES GLACIERS DEVIENNENT DES DANGERS PAGE 14
LE REBOISEMENT OFFRE DES PERSPECTIVES PAGE 16
TRADITIONS AUTOCHTONES ET OUTILS TECHNOLOGIQUES PAGE 17
FAITS ET CHIFFRES PAGE 19

LES MONTAGNES, DES RÉGIONS CLÉS POUR UN AVENIR DURABLE

Châteaux d'eau du monde, les montagnes revêtent une importance cruciale pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la biodiversité. Ces écosystèmes particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique courent de graves risques. Inventaire des défis et des solutions.

Textes: Zélie Schaller

Véritable force de la nature, la montagne fascine. Les cimes enneigées et les lacs glaciaires de l'Himalaya époustoufflent. Les paysages spectaculaires des Andes et des Alpes laissent sans voix. Moins connus, le mont Elbrouz en Iran ou le massif du Fouta Djallon en Afrique occidentale impressionnent également.

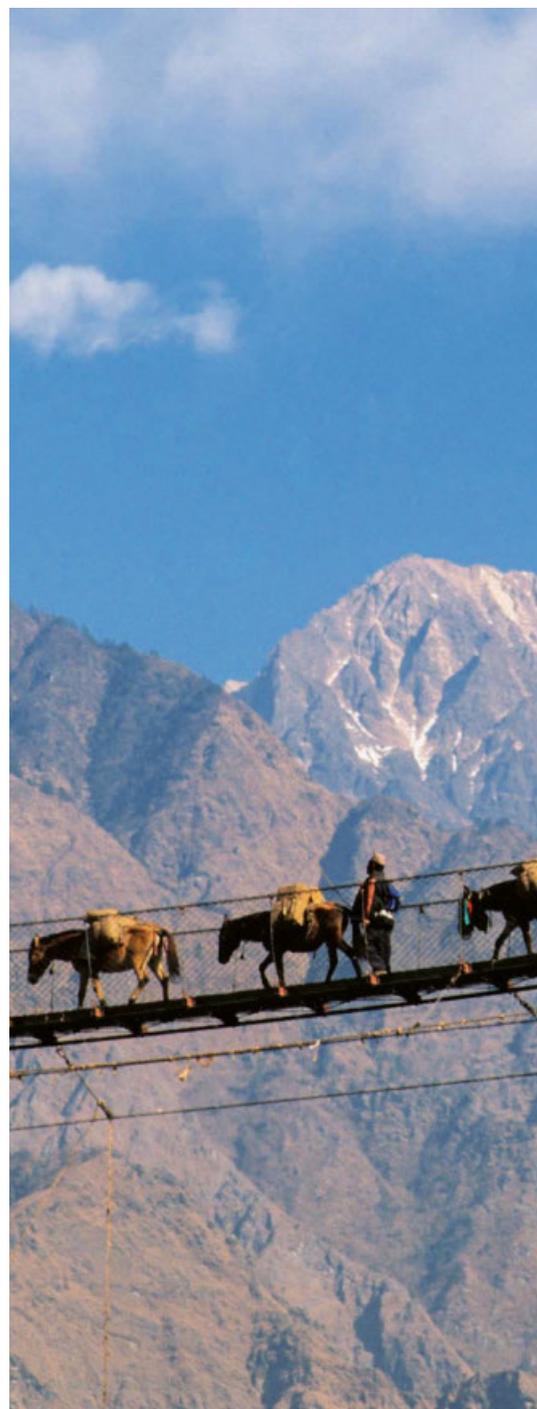
Les zones montagneuses occupent environ un quart de la surface terrestre et abritent 12% de la population mondiale, dont plus de 90% dans les pays en développement. Elles alimentent en eau douce la moitié de l'humanité qui peut ainsi boire, cuisiner et se laver. L'or bleu des glaciers permet également l'irrigation des terres et la production d'énergie hydroélectrique.

Les écosystèmes de montagne constituent un réservoir de la biodiversité mondiale. Ils renferment environ un tiers des espèces végétales de la planète. Les conditions de vie y sont, néanmoins, âpres. Les populations montagnardes comptent parmi les plus pauvres du monde. Éloignées géographiquement, elles n'ont pas toujours accès aux services de base, tels que les soins de santé et l'éducation. Elles sont souvent mises à l'écart politiquement, socialement et économiquement. Leur existence est, de surcroît, menacée par les avalanches,

les glissements de terrain et les crues soudaines dues à l'éclatement de lacs glaciaires. Le changement climatique accroîtra la fréquence et l'intensité de ces événements extrêmes. Les pluies diluviennes, la hausse des températures et la fonte accélérée des glaciers vont exacerber les risques.

Le recul glaciaire met en péril la sécurité alimentaire. Il aggravera la pénurie d'eau à moyen terme, remettant en question le mode de vie de millions de personnes à haute, mais aussi à basse altitude. Dans les Andes tropicales, les glaciers ont perdu quelque 40% de leur surface au cours des quatre dernières décennies. Alors que leur fonte engendre, dans un premier temps, une abondance d'eau, le débit des lacs diminue ensuite. « Cette évolution affecte déjà la population, l'hydroélectricité en aval, les pratiques d'utilisation des terres, le tourisme, le développement urbain, les relations sociales, la spiritualité ainsi que les pratiques et les valeurs culturelles », note Christian Huggel, professeur au département de géographie de l'Université de Zurich.

Dans la vallée de Chucchún, au Pérou, on récoltait la glace pour fabriquer un sorbet, appelé *raspadilla*. Celui-ci représentait non seulement une importante



source de revenu, mais également une tradition communautaire. Aujourd'hui, la *raspadilla* est produite à partir de glace industrielle. Sa texture et son goût sont différents.

Autre conséquence: certains peuples remettent en question leurs croyances, voyant que leurs dons et leurs bénédictions n'assurent plus l'approvisionnement en eau souhaité.

Du café sur les sommets

Dans 40 ans, les populations des hautes terres andines ne bénéficieront que de 60% des ressources en eau actuelle-

ment disponibles. L'agriculture et l'élevage dans la Puna, au sud-est du Pérou, sont menacés. S'ils ne parviennent pas à s'adapter, les habitants n'auront d'autre choix que celui de quitter la terre de leurs ancêtres. Les petits paysans doivent améliorer leur gestion de l'eau et planifier, dans des conditions climatiques changeantes, les dates des semences pour accroître les rendements. Certains produisent de nouvelles variétés. Inimaginable voici quelques années encore en raison de températures trop basses, la culture de la grenadille (plante de la famille des passiflores) ou du café, par exemple, est désormais possible dans certaines zones de haute montagne. En Inde, les populations des

contreforts himalayens ont déjà adopté des variétés de riz moins gourmandes en eau.

Des méthodes ingénieuses

Au Népal, dans le district de Kavre, pour réduire les pertes de rendement en période de sécheresse, un biofertilisant à base d'urine de bovins combinée à de la paille est utilisé. Le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, soutenu par la DDC, promeut des solutions simples qui répondent aux préoccupations des villageois. « Ces méthodes ingénieuses m'ont aidée à améliorer ma production et m'ont per-



Au Népal, les ponts suspendus permettent à la population d'accéder aux marchés, ainsi qu'aux soins médicaux et à l'éducation.

© Franck Guiziou Hemis/taif

CONFIANCE AUX FEMMES

Les populations des vallées reculées du Tadjikistan et du Pakistan sont souvent livrées à elles-mêmes pendant plusieurs jours, lors de désastres naturels, avant l'arrivée des secours. Avec le soutien de la DDC, la fondation Aga Khan pour l'habitat a inculqué à des bénévoles les réflexes et les méthodes à adopter au sein de leur communauté avant, pendant et après un événement. Les équipes sont constituées autant de femmes que d'hommes. Bien que cette composition constitue un défi dans les régions où le rôle traditionnel des femmes est restreint, celles-ci sont souvent les premières sur les lieux d'une catastrophe, souligne l'Université de Berne dans une étude. On leur fait davantage confiance. « Se soumettre aux inondations était la seule pensée que nous avions au milieu des ténèbres et de la pluie très violente. Mais une femme nous a conduits dans un endroit sûr. Si c'avait été un homme, nous n'aurions peut-être pas été à l'aise de le suivre », évoque Bibi Sharifa, habitante du village pakistanais de Brep.

mis d'augmenter mes revenus. Les gens ont désormais de l'estime pour moi en raison de mes pratiques», raconte avec le sourire Sita Neupane, une agricultrice.

De manière générale, les cultures et les techniques doivent être diversifiées pour protéger les ressources naturelles et améliorer l'agrobiodiversité, relève l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Sans ces changements, les familles s'appauvriront plus encore. Les hommes seront davantage poussés à migrer, abandonnant leurs femmes et leurs enfants durant de longues périodes. Celles-ci accomplissent déjà de lourdes tâches. Avec la surexploitation des ressources naturelles, elles doivent parcourir des distances toujours plus longues pour récolter le bois de feu et le fourrage. Avec, pour conséquences possibles,

«des déficits alimentaires, l'exode croissant et même la traite des filles et des femmes des montagnes au profit des villes de plaines», met en garde la FAO.

Si elles vont au-devant de grands défis, les montagnes peuvent y répondre. «La rapidité des changements qui y sont observés ainsi que la grande diversité des espèces et des écosystèmes que ces zones recèlent en font un laboratoire privilégié non seulement pour étudier les effets du réchauffement de la planète, mais aussi pour explorer des solutions», souligne Manfred Kaufmann, expert dans le domaine du changement climatique à la DDC. Elles constituent un terrain d'action dans le domaine du développement durable.

À la condition d'être protégés, les massifs montagneux offrent de multiples possibilités de revenus. La diminution

Peu après le tremblement de terre de 2015 qui a fait plus de 9000 morts au Népal, une formation de maçons spécialisés en construction antisismique a été mise sur pied avec le soutien de la Suisse.
© DDC

LA DDC ET LES MONTAGNES DES ANDES À LA CHINE EN PASSANT PAR LE FORUM MONDIAL

De par sa topographie, la Suisse connaît parfaitement les défis qu'un environnement de montagne soulève. De longue date, ce pays alpin met à profit son expérience sur les flancs des plus hautes cimes à travers le monde. La DDC améliore les conditions de vie des populations les plus vulnérables dans les zones montagneuses, trop souvent délaissées. Cet engagement se révèle essentiel, car le nombre des personnes frappées par l'insécurité alimentaire dans ces régions n'a cessé de croître ces dernières années.

La coopération helvétique aide les plus défavorisés à s'adapter au changement climatique et à se prémunir contre les catastrophes naturelles en hausse. Le but est d'accroître la résilience et le bien-être des populations de montagne, qui ne disposent pas de services de base à proximité.

En Europe de l'Est, la DDC travaille avec les populations locales pour valoriser les produits du terroir et développer un tourisme durable. Au Népal, la Suisse appuie l'aménagement des infrastructures depuis plus de 50 ans. Elle a soutenu la construction ainsi que la rénovation de 500 kilomètres de routes et de quelque 5000 ponts suspendus. Au Tadjikistan, elle modernise les systèmes d'irrigation. L'objectif est double: augmenter la productivité des exploitations agricoles et diminuer les risques d'inondations.

Au Pérou, des scientifiques suisses étudient le déclin des glaciers grâce au soutien de la DDC pour établir le bilan hydrique futur et prévenir les catastrophes naturelles. La fonte des glaces affecte aussi la Chine, où les températures moyennes ne cessent de grimper. Dans la province du Xinjiang, les

experts helvétiques ont élaboré un système de surveillance et d'alerte.

La coopération suisse intervient également sur la scène politique internationale. Elle contribue à la prise en compte des régions de montagne dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable des Nations Unies et les analyses du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. La DDC a, en outre, fondé le Forum mondial de la montagne. Cette plate-forme d'échange d'expériences et de stratégies pour le développement durable des zones montagneuses se tient tous les deux ans. ■



de l'enneigement va, certes, pénaliser l'industrie touristique dans certaines régions et engendrer d'importantes pertes économiques dans un premier temps, mais l'écotourisme et l'agrotourisme peuvent être développés avec la participation des populations montagnardes.

La confection d'articles de grande qualité représente une activité lucrative. Les produits biologiques et artisanaux ainsi que les herbes et les plantes médicinales sont de plus en plus prisés. Le Partenariat de la montagne, alliance internationale volontaire visant à améliorer les niveaux de vie des populations montagnardes et à protéger leurs environnements, encourage des denrées prometteuses. Dans les montagnes de l'Anti-Atlas au sud du Maroc, il soutient la production de safran pour étoffer les recettes des communautés et développer la région.

Autre source de revenu: les paiements pour les services environnementaux, tels que l'eau, la biodiversité et l'énergie. «Veiller à ce que les populations de

montagne reçoivent une compensation intégrale pour les biens et les services écosystémiques qu'elles fournissent locaux et réduira la pauvreté dans les zones de montagne», relève l'Université de Berne dans une étude financée par la DDC. Dans le secteur hydrique en particulier, il existe un grand potentiel d'amélioration en matière de coopération entre montagnes et plaines, présentant des avantages pour les deux parties.

La pénurie d'eau, la déforestation, la réduction de la pauvreté, l'atténuation des effets du changement climatique ainsi que la transition vers une économie verte ne pourront être résolues sans le développement durable des montagnes. «Nous savons que les investissements dans ce domaine apporteront des avantages à long terme à plus de la moitié de la population mondiale», conclut Manfred Kaufmann. ■

DES LOGEMENTS PLUS SÛRS

La prévention des catastrophes naturelles est capitale au Népal. Après le séisme d'avril 2015 qui a causé la perte de quelque 9000 vies, un fonds pour l'emploi, financé entre autres par la DDC, a mis sur pied une formation de maçons spécialisés en construction antisismique. Trois mille personnes bénéficient de cours durant 50 jours. «Nous proposons les formations aux personnes les plus défavorisées qui n'ont pas d'emploi», indique Ganga Bahadur Bishwakarma, responsable du module. Les ouvriers diplômés et les voisins à qui ils transmettront les connaissances acquises devraient permettre la reconstruction d'au moins 4000 logements. Dilli Gubaju a emménagé dans une nouvelle habitation modèle à Chuchure (district de Ramechhap): «Grâce à des tirants horizontaux en bois, notre maison est plus solide que l'ancienne bâtisse, ce qui devrait lui permettre de résister à toute nouvelle secousse.» «Aujourd'hui, je suis heureux de pouvoir aider d'autres habitants à construire leurs propres maisons, plus sûres.»



© ICD

« LES PAYS DE MONTAGNE DOIVENT PARLER D'UNE SEULE VOIX »

Eklabya Sharma est le directeur général adjoint du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), basé à Katmandou au Népal. Il évoque les multiples défis auxquels sont confrontées ces régions face au changement climatique notamment.

Que fait exactement l'ICIMOD, soutenu par la DDC ?

Enrichir les connaissances à propos du changement climatique, transmettre celles-ci et renforcer les capacités des populations de montagne sont au cœur des activités du Centre, qui regroupe huit pays de l'Hindou Kouch himalayen: l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, la Chine, l'Inde, le Myanmar, le Népal et le Pakistan. L'organisation jette des ponts entre scientifiques, politiciens, communautés des montagnes et des plaines. Elle travaille sur six axes: la résilience des peuples, la gestion des paysages transfrontaliers et celle des bassins fluviaux, la cryosphère, le système d'information régional, les

réseaux de connaissances et d'action ainsi que l'atmosphère.

Comment améliorer cette dernière par exemple ?

Grâce à des stations de surveillance, des observatoires et des satellites, nous identifions les sources d'émissions et les changements atmosphériques afin d'insuffler des changements dans la région. Nous encourageons, par exemple, des technologies énergétiques efficaces dans la production de briques. Le développement industriel dans le monde entier a entraîné une augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre, affectant les montagnes. La pollution atmosphérique a de graves

répercussions sur la santé humaine et les écosystèmes. La brume épaisse et le brouillard hivernal accru réduisent la visibilité, nuisant aux moyens de subsistance des plus défavorisés, ainsi qu'au trafic aérien et au tourisme.

La question des ressources est également préoccupante.

Elle est cruciale. Les populations de montagne sont plus pauvres qu'ailleurs, alors qu'elles disposent des principales ressources naturelles. Dans l'Hindou Kouch himalayen, 240 millions de personnes vivent dans les collines et les montagnes, contre 1,9 milliard dans les bassins qui comptent dix grands fleuves. Leau des montagnes irrigue les plaines,

assurant la sécurité alimentaire de 3 à 4 milliards de personnes.

Les ressources hydriques sont menacées par la fonte des glaciers. Pourtant, l'importance des montagnes est sous-estimée. Pourquoi?

Les grands pays, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, vouent plus d'intérêt aux zones urbaines des plaines, où vit la majorité des gens. Les montagnes doivent être perçues différemment. Elles sont le point névralgique du changement climatique. L'Accord de Paris entend juguler le réchauffement de la planète à 2 degrés, mais la hausse pourrait atteindre 4 à 5 degrés en hauteur. Il est primordial de renforcer la résilience des 915 millions habitants des montagnes, lesquelles offrent eau et biodiversité à la moitié de la population mondiale.

Comment convaincre donc les gouvernements et la communauté internationale d'investir davantage?

Les pays de montagne doivent parler d'une seule voix lors des événements internationaux. Pour élaborer des stratégies communes sur le thème du développement durable, l'ICIMOD, qui représente les montagnes asiatiques, promeut l'échange d'informations et d'expériences avec ses homologues africains, sud-américains et européens.

Les effets du réchauffement de la planète sont déjà visibles en montagne. La fréquence et l'intensité des événements extrêmes s'accroissent. Comment s'adapter?

L'ICIMOD aide les populations à prévenir les catastrophes naturelles. Il encourage une meilleure gestion des ressources naturelles et les bonnes pratiques dans l'agriculture. Le Centre contribue à la mise en place d'assurances contre les événements climatiques et la perte de bétail. Il soutient également la commercialisation de produits agricoles et artisanaux à haute valeur ajoutée, dont les revenus profitent directement à la population.

Ces articles - plantes médicinales,

épices, thé - sont destinés aux voyageurs. Le tourisme offre-t-il des retombées positives aux communautés de montagne?

Le tourisme de masse a des répercussions négatives. En revanche, l'écotourisme est prometteur. Si les visiteurs respectent l'environnement et la culture locale, consomment des produits régionaux, dorment chez l'habitant, ce secteur d'activité se révèle pertinent. La participation des populations est, par ailleurs, essentielle.

Dans le cas contraire, les gens partent. L'exode des jeunes est problématique. Comment endiguer le phénomène?

De nombreux hommes émigrent vers le Moyen-Orient, les plaines de l'Inde, la Corée du Sud ou la Malaisie pour trouver du travail. Des aides financières devraient être allouées aux jeunes pour développer leurs moyens de subsistance dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, du tourisme et de la construction.

Lorsque les hommes émigrent, l'ensemble des travaux agricoles incombe aux femmes. Que faire pour améliorer le sort de celles-ci?

Il faut les aider à s'organiser en institutions qui les avertissent en cas de catastrophes naturelles et leur transmettent les prévisions météorologiques ainsi que les variations des prix des cultures. Des pratiques simples et abordables facilitent, en outre, la collecte de l'eau et augmentent la fertilité des sols.

Face à l'ampleur de ces nombreux défis, vous ne vous sentez pas découragé?

Non, je reste optimiste. Je suis un homme de la montagne, rempli d'espoir et d'énergie pour un avenir meilleur. J'ai le sentiment que nous allons dans la bonne direction, celle du développement durable. Les huit pays que regroupe l'ICIMOD y travaillent. Je suis heureux de pouvoir dire que plus de 300 scientifiques et responsables politiques se sont réunis pour évaluer l'Hindou Kouch himalayen dans son ensemble, en vue d'une coopération régionale promouvant la durabilité. ■

EKLABYA SHARMA est directeur général adjoint du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD). Il possède plus de 30 ans d'expérience dans la gestion durable des ressources naturelles de l'Hindou Kouch himalayen. Il est titulaire d'un doctorat en écologie de l'Université Banaras Hindu, en Inde. M. Sharma a fondé, dans l'État de Sikkim, un centre régional du G.B. Pant National Institute of Himalayan Environment and Sustainable Development. Il a rejoint l'ICIMOD en 2001, où il a occupé différents postes. Il est notamment membre de l'Indian National Science Academy et a reçu de nombreux prix nationaux et internationaux, notamment le Honorable Mention Paper Award de la Soil and Water Conservation Society des États-Unis en 1999.

SYMBOLES DE PURETÉ, LES GLACIERS DEVIENNENT DES DANGERS

Les glaciers sont témoins et victimes du changement climatique. Leur retrait met en péril la sécurité et l'approvisionnement en eau de millions de personnes. Les scientifiques étudient ces véritables mémoires de la planète pour limiter les risques de catastrophes et s'adapter aux nouvelles conditions.

Les glaciers ont suscité effroi et émerveillement à travers les âges. Ils ont façonné les paysages et affecté la répartition des espèces. Ils redistribueront les cartes à l'avenir également. Avec des conséquences écologiques, sociales et économiques importantes.

Les glaciers et leur écosystème, à la fois complexe et fragile, figurent parmi les indicateurs les plus fins du réchauffement climatique. Les changements en cours peuvent s'observer à l'échelle d'une vie humaine: les débits des cours d'eau ne cessent de fluctuer, les glaciers fondent et, à plus long terme, la couche la plus froide du sol, le pergélisol, dégèle. L'un des risques majeurs à craindre: la rupture d'une barrière glaciaire. S'en suivent des crues brusques, violentes et dévastatrices. «Elles peuvent emporter des régions entières. Des sédiments et des matériaux meubles (situés sous le glacier et remontant à la surface pour la première fois) sont mobilisés dans des coulées de débris et constituent une importante menace pour les communautés et les infrastructures», explique Christian Huggel, professeur au département de géographie de l'Université de Zurich.

Les régions particulièrement touchées sont les Andes, l'Himalaya, l'Asie centrale et le Caucase. Si elle met en danger les vies humaines, la fonte précoce des glaciers menace également l'approvisionnement en eau douce, qui garantit la sécurité alimentaire. Tenter de prévoir les conséquences du recul glaciaire s'avère donc crucial. Les scientifiques collectent, depuis une centaine d'années, des données en Europe. Celles-ci demeurent, néanmoins, lacunaires

dans les pays en développement, relève Martin Hoelzle, professeur de géographie physique à l'Université de Fribourg. Ainsi, pour pallier ce manque, la DDC a lancé le projet «Cryospheric Climate Services for Improved Adaptation».

Des scientifiques du département de géosciences de l'Université de Fribourg surveillent, par exemple, les glaciers au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Dans ces pays, le ruissellement pendant les mois secs de l'été dépend principalement des vastes zones glaciaires des chaînes de montagnes du Tien Shan et du Pamir, note Martin Hoelzle. Pour définir l'état de santé des glaciers, les chercheurs mesurent les variations de masse (perte ou gain de glace). Ils utilisent également la télédétection satellitaire, avec des caméras terrestres ou des stations météorologiques automatiques.

Prévenir les conflits

Une fois les outils de mesure au point, les scientifiques locaux sont formés pour surveiller les glaciers de manière autonome. «Il est très important de recueillir des chiffres précis en Asie centrale, où la distribution de l'eau est un sujet très politique et une source permanente de tensions ou même de conflits. De bonnes projections pour la région permettront aux communautés locales de se préparer à l'avance aux changements à venir et contribueront ainsi à prévenir les tensions locales, régionales, voire mondiales entre les différents pays concernés», souligne Martin Hoelzle.

La Suisse met également à profit ses compétences au Pérou. Une formation

post-grade en glaciologie a été mise sur pied en 2012 dans les Universités de Lima, de Cuzco et de Huaraz avec le concours de leurs consœurs zurichoises et fribourgeoises. L'urgence d'un tel cursus s'est précisé en avril 2010, alors qu'un énorme bloc de 300 000 m³ s'est détaché du mont Hualcan, dans les Andes péruviennes. Il s'est abîmé dans le lac 513 en contrebas, provoquant une vague de quelque 25 mètres de haut. Ce «tsunami de montagne», comme certains

HYDROÉLECTRICITÉ, IRRIGATION, EAU POTABLE

La fonte des glaciers tropicaux, dont 99% se trouvent dans les Andes et 71% au Pérou, diminue les ressources hydriques. Au cours des quarante dernières années, ceux-ci ont subi un retrait variant de 33 à 55% selon les régions. Certains disparaîtront sous peu. À court et à moyen terme (d'ici à 2030 au Pérou), le ruissellement des rivières augmentera en raison de la fonte des eaux. Au Pérou, la DDC soutient des projets intersectoriels et participatifs pour une utilisation optimale de cet or bleu supplémentaire dans les domaines de l'électricité, de l'agriculture et de l'eau potable. Le Centre de recherche sur l'environnement alpin a conçu des modèles hydrauliques et hydrologiques qui informent sur l'état actuel des bassins versants (demande hydrique, besoins d'approvisionnement en eau) et permettent de mesurer les effets du changement climatique sur les ressources futures.



l'ont surnommé, a provoqué la destruction d'une cinquantaine d'habitations sans faire de victimes. La catastrophe aurait pu être nettement plus grave si elle avait touché les populations en aval.

Cartes des dangers

Alarmées, les autorités péruviennes ont demandé à la Suisse de l'épauler dans la mise en place d'un système d'alerte précoce pour surveiller la langue du glacier. L'Université de Zurich, l'EPFL, Meteodat – une société issue de l'EPFZ – et le Centre de recherche sur l'environnement alpin, basé à Sion, y ont travaillé avec le soutien de la DDC. Après avoir reconstruit les étapes qui ont conduit à l'événement de 2010 et modélisé les scénarios futurs, les scientifiques, avec les institutions, les autorités et les communautés locales, ont mis en place plusieurs stations de surveillance.

Des capteurs souterrains ont été installés autour de la lagune pour détecter les mouvements et des caméras observent la surface du lac. Si un bloc de glace perturbe celle-ci, le gouvernement à Carhuaz, ville de 13 000 habitants qui se

trouve dans la vallée, est aussitôt alerté. Un plan d'action pour prendre les décisions adéquates au bon moment ainsi qu'une carte détaillant les routes sûres à emprunter ont été élaborés.

Ces démarches ont servi de modèle au gouvernement péruvien. Des projets analogues ont été déployés dans d'autres régions. Carmen Valenzuela connaît désormais la carte des dangers. Elle vit avec ses parents au centre de Huaraz, ville située dans le bassin de la rivière Santa à quelque 3 000 mètres d'altitude. «J'ai vu le niveau d'eau monter ici à plusieurs reprises, pendant la saison des pluies. Il pleut très fort et les gens ont peur, surtout ceux qui vivent près de la rivière, parce que l'eau apporte de très gros rochers. Cela fait énormément de bruit et les maisons bougent», relate l'étudiante de 21 ans. «Des personnes ont rendu visite aux habitants pour leur donner une carte et nous prévenir des risques. Jusque-là, la majorité des gens ne savaient pas qu'ils vivaient dans une zone aussi dangereuse et ignoraient où trouver refuge.» ■

Les écoliers péruviens étudient le système d'alarme et le plan d'évacuation à suivre si une barrière de glace venait à se rompre.

© Zack Bennett/Cosude

SURVEILLÉ DEPUIS ZURICH

Avec ses partenaires de recherche suisses, la DDC renforce, depuis de nombreuses années, les capacités locales pour observer les glaciers : elle soutient actuellement des projets au Pérou, en Inde, en Chine et en Asie centrale. En coopération avec le Centre international pour le développement intégré des montagnes, elle approfondit les recherches dans le domaine du pergélisol. Toutes les données sont envoyées au Service mondial de surveillance des glaciers, basé à l'Université de Zurich. « Les résultats offrent une meilleure image de l'impact du réchauffement climatique sur les glaciers et permettront d'estimer les changements qui y sont liés, tels que l'élévation du niveau de la mer, les cycles hydrologiques régionaux et les risques locaux », précise Martin Hoelzle, professeur de géographie physique à l'Université de Fribourg.

LE REBOISEMENT OFFRE DES PERSPECTIVES

Les forêts sont menacées par le réchauffement de la planète, alors qu'elles constituent un frein important à ce phénomène. Dans les Andes, la DDC favorise l'agroforesterie, le reboisement et la protection des zones naturelles restantes.



Les régions de montagnes concentrent 28% des forêts du monde. Ces dernières rendent de multiples services. Elles régulent les équilibres climatiques, stockent le dioxyde de carbone et purifient l'eau. Elles protègent contre les inondations et réduisent les risques d'érosion des sols.

Les écosystèmes uniques qu'elles recèlent sont, néanmoins, très vulnérables au changement climatique. La déforestation a des conséquences directes sur le climat local et mondial ainsi que sur la biodiversité, la disponibilité en ressources hydriques et la fertilité des sols, soit des éléments essentiels au développement humain et à la stabilité environnementale.

La coopération suisse encourage une gestion durable des forêts de montagne. Dans les Andes (Argentine, Bolivie, Chili, Équateur, Colombie, Pérou et Venezuela) par exemple, son travail consiste à analyser l'impact du réchauffement

planétaire sur ces écosystèmes et à promouvoir des approches innovantes afin de protéger les ressources à long terme, indique Patrick Sieber, du Programme global Changement climatique et environnement de la DDC. « Il s'agit également de donner plus de visibilité aux forêts andines dans les politiques nationales et internationales, parce qu'elles y sont souvent marginalisées. »

Considérées comme les petites sœurs des forêts amazoniennes, elles représentent, pourtant, 11% de la superficie forestière totale partagée par les sept pays des Andes et permettent d'atténuer les phénomènes climatiques. Quarante millions de personnes (21% de la population de ces sept États) en dépendent pour l'eau et les autres services écosystémiques qu'elles fournissent.

La DDC comble les lacunes en matière d'information pour mieux conserver les forêts andines. Sur l'Altiplano péru-

vien, dans le bassin de Huacrahuacho au sud-est de Cuzco, elle a mené une activité pilote qui a permis de tirer des leçons valables pour l'ensemble de la Cordillère des Andes. À 4400 mètres d'altitude, les prés naturels ne sont pas dans un bon état. Les pluies ont érodé les sols. Les activités agricoles, l'élevage et les incendies ont, de surcroît, dégradé le couvert végétal. Avec la coopération suisse, les habitants ont protégé 34 hectares de pâturages à l'aide de treillis et de poteaux pour permettre leur restauration et planté un millier d'arbres d'essence indigène. ■

L'érosion des sols, l'agriculture, l'élevage et les incendies ont entraîné la disparition de nombreuses forêts andines. Dans la région d'Apurímac au Pérou, la population locale reboise des dizaines d'hectares.

© Adolfo Antayhua Chipana/Cosude

ÉCOSYSTÈME UNIQUE

Pour étudier la dynamique des forêts andines, la coopération suisse a installé quatre parcelles permanentes dans le sanctuaire national d'Ampay (département d'Apurímac, au Pérou). Dotée d'une biodiversité unique, cet aire protégée permet la conservation des *Intimpas (Podocarpus ssp.)*. La limite de ces arbres atteint 3800 mètres. Certains sont âgés de 900 ans. « Les activités de recherche et de suivi sont essentielles pour anticiper les changements à venir dus au réchauffement climatique », note Patrick Sieber, du Programme global Changement climatique et environnement de la DDC.

TRADITIONS AUTOCHTONES ET OUTILS TECHNOLOGIQUES

La sécurité alimentaire s'avère très fragile en montagne, où les conditions de production sont rudes. Pour améliorer la nutrition et la résilience des populations, la DDC promeut savoir ancestral et connaissances scientifiques en faveur de l'agrobiodiversité.



Les peuples de montagne sont particulièrement vulnérables à la faim. Ils dépendent grandement de l'agriculture, limitée par les contraintes topographiques, la pénurie de terres arables et les courtes saisons de production en raison de longues périodes hivernales. L'isolement entrave, de plus, les échanges commerciaux. «En outre, de nombreuses régions voient les jeunes partir, avec pour conséquence une diminution de la main-d'œuvre disponible sur le terrain», relève Marlene Heeb, du Programme global

Sécurité alimentaire de la DDC. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 40% de la population des montagnes dans les pays en développement souffrent d'insécurité alimentaire. La DDC encourage des pratiques agricoles écologiques en faveur d'une nutrition et d'un environnement sains. Elle forme des travailleurs ruraux qui accompagnent les agriculteurs dans leurs décisions relatives aux cultures et à l'élevage. «Ils transmettent aux familles paysannes des méthodes de fertilisation durables comme l'utilisation du compost,

Dans le district d'Ala-Buka, à l'ouest du Kirghizistan, les femmes séchent leurs fruits et leurs légumes pour en bénéficier au fil des saisons et ainsi améliorer leur alimentation.

© Marlene Heeb/DDC

la rotation ou la culture intercalaire», indique Marlene Heeb.

La diversification de la production et les cultures indigènes sont mises en avant. Au Népal, dans le district de Jumla, le travailleur rural Ghanashyam Nagarkoti recommande les haricots noirs, très nutritifs. Perçus comme la nourriture du pauvre, ceux-ci suscitent peu d'intérêt. «Nous avons donc élaboré diverses recettes faciles à préparer et formé les agriculteurs à la culture de ces légumineuses. La production de pesticides biologiques et des méthodes d'adaptation au climat ont permis de doubler les rendements», explique-t-il. «Les excédents sont vendus sur le marché de Nagma, assurant la sécurité alimentaire de toute la communauté.»

Au Kirghizistan, Alisher Yuldashev construit des séchoirs solaires pour fruits et légumes avec les villageois du district d'Ala-Buka afin qu'ils puissent bénéficier de leurs récoltes au fil des saisons. «En sondant un groupe de femmes, nous avons observé des lacunes nutritionnelles importantes dans leur régime alimentaire, particulièrement en hiver lorsque les fruits et les légumes frais ne sont pas disponibles ou seulement à des prix exorbitants. Nous avons ainsi fait valoir la valeur nutritive des fruits séchés et le rôle vital qu'ils peuvent jouer dans une alimentation saine et équilibrée», détaille le jeune Kirghiz.

Des ateliers climatiques

Au Pérou, on cultive des légumes inconnus jusqu'ici, tels que la betterave. «Je ne savais pas comment la cuisiner. J'ai essayé. Comme ça ressemblait à une pomme de terre, je l'ai préparée de la même manière», raconte Cleofé Huarcaya. La jeune femme, âgée de 26 ans, vit à Santa Rosa, dans le département d'Apurímac au sud du pays.

Lorsque les conditions climatiques se révèlent extrêmes et limitent la culture en plein air, les paysans utilisent des auvents. Ceux-ci profitent du

rayonnement solaire pour créer un effet de serre et augmenter la température.

Dans la région de Puno (sud-est du pays), des ateliers climatiques ont été mis sur pied. Plus d'une centaine de producteurs y ont déjà pris part. Des scientifiques les forment en météorologie et en agronomie. Les agriculteurs savent désormais gérer les ravageurs ainsi que les maladies de la pomme de terre et du quinoa. Le kcona kcona, par exemple, détruit la graine sacrée des Incas. Les solutions pour lutter contre cet insecte? La rotation des cultures ainsi que des pièges lumineux ou à phéromones (attraction des odeurs).

Colibris et GPS

Les paysans ont également appris à différencier les concepts de météo et de climat pour mieux se préparer aux événements. Chaque jour, à heure fixe, ils peuvent écouter les prévisions météorologiques à la radio. En cas de conditions extrêmes (gel ou tempêtes de grêle), ils sont avertis par SMS. Ils transmettent ensuite les messages à leurs voisins et à leurs collègues, dans le but de prendre des mesures préventives. Une étude de cas sur la culture du quinoa a démontré que, si les producteurs de la région de Puno réagissaient à une alerte précoce au gel, ils pouvaient éviter des pertes chiffrées à 9 millions de sols (2,69 millions de francs) par saison agricole et assurer une meilleure sécurité alimentaire à leurs proches et à leur communauté.

En Bolivie aussi, les Yapuchiris apprennent à lire les données météorologiques. Ces agriculteurs reconnus ont hérité de connaissances locales ancestrales, relève Rodrigo Villavicencio, responsable des programmes de la DDC dans ce pays. Des bio-indicateurs les aident à planifier leurs cultures. «Si le kiriki (une sorte de colibri) fait son nid au-dessus des roseaux, l'année sera pluvieuse. Au contraire, s'il le constitue au-dessous, la sécheresse prévaudra», illustre le Bolivien.

Avec le changement climatique, ces

observations se révèlent moins fiables. Les Yapuchiris utilisent désormais pluviomètres, thermomètres et GPS pour compléter leurs propres informations. «Depuis, les pertes ont diminué de 40% et les rendements triplé», se félicite Rodrigo Villavicencio. Toute petite amélioration est bienvenue sur le haut plateau bolivien, situé entre 2500 et 4000 mètres d'altitude. Les familles paysannes y vivent à la limite du seuil de pauvreté. Avec l'aide de la DDC, les Yapuchiris leur enseignent les périodes de semences favorables, les plantes utiles et les variétés résistantes aux aléas climatiques. Leurs connaissances sont exploitées afin de produire des engrais et des pesticides biologiques. Elles ont permis également d'élaborer un mélange de plantes, de compost et de champignons pour protéger les cultures de la grêle. ■

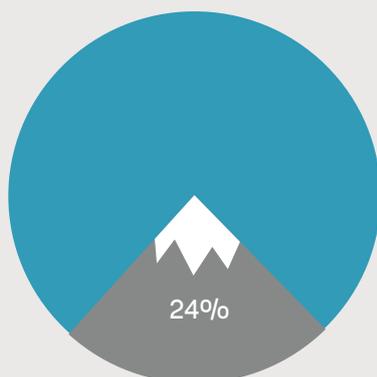
CÉCITÉ ET INFECTIONS MORTELLES

D'après des études sur la nutrition, les populations de montagne manquent en particulier d'oligo-éléments. Les habitants des Andes, de l'Himalaya et des chaînes montagneuses de Chine souffrent aussi de carences en iode. En cause: les fortes précipitations et la fonte des neiges, qui peuvent lessiver le sol de sa teneur en iode. Ces personnes présentent un plus grand risque de mortalité infantile, de lésions cérébrales et de nodules thyroïdiens (goitre). Dans l'Himalaya et les Andes, on constate également de fortes carences en vitamine A, pouvant entraîner des problèmes d'héméralopie et des lésions oculaires. Plus graves encore, des cas de cécité et un accroissement des risques d'infections mortelles sont possibles. La faim et ces carences perpétuent la pauvreté, en diminuant la capacité des individus à travailler et à gagner leur vie, souligne l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Autre problème: les engrais chimiques qui ont porté atteinte à la fertilité des sols et à la santé humaine.

FAITS ET CHIFFRES

24%

Les montagnes du monde couvrent 24% de la surface terrestre (9 millions de km²) et hébergent 12% de la population mondiale dans 120 pays.



> La ville à la montagne

Les populations montagnardes ne vivent pas toutes dans des régions rurales reculées, mais aussi dans des grandes villes, voire des capitales. Katmandou, au Népal, compte quelque 3,4 millions d'habitants et Quito, en Équateur, 2,7 millions. À 3640 mètres au-dessus du niveau de la mer, La Paz, en Bolivie, est la capitale la plus élevée du monde. Près de 900'000 personnes y résident.

> Écosystèmes menacés

Les massifs montagneux recèlent un tiers de l'ensemble des espèces végétales. Ils abritent la moitié des zones critiques de la biodiversité mondiale (17 sur 34).

> Recul inquiétant

La Cordillère Blanche, massif montagneux des Andes péruviennes, dénombre 755 glaciers sur 527,62 km². Cette étendue a perdu environ 27% (195,75 km²) de sa superficie totale telle qu'enregistrée dans le premier inventaire national des glaciers réalisé dans les années 70.

> Des variétés multiples

Sur les 20 espèces de plantes qui constituent 80% de l'alimentation mondiale, six proviennent de régions montagneuses. La pomme de terre est apparue dans les Andes : les paysans en cultivent 200 variétés locales différentes. Des milliers de sortes de quinoa y sont également produites. La domestication du maïs a débuté dans la Sierra Madre, au Mexique, et celle du sorgho sur les hauts plateaux d'Éthiopie. Au Népal, les agriculteurs exploitent 2000 espèces de riz.

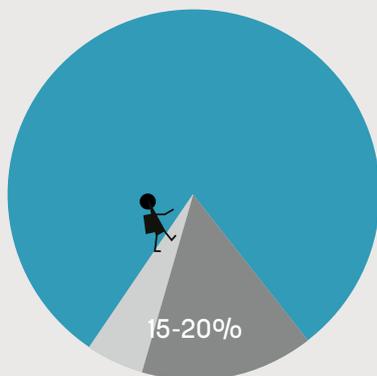
281

Un tiers (281) de tous les sites du patrimoine mondial de l'Unesco sont entièrement ou partiellement situés dans des zones de montagne. Le Machu Picchu, ancienne cité inca du 15^e siècle qui domine les Andes péruviennes, figure sur la liste depuis 1983.



15 à 20%

Le tourisme de montagne représente 15 à 20% de l'industrie touristique mondiale, atteignant entre 70 à 90 milliards de dollars par année.



Sources et liens

- Projets de la DDC dans les régions de montagne : <https://www.eda.admin.ch/deza/fr/home.html> (montagne).
- Le Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne et ses projets dans les montagnes : www.cde.unibe.ch (Mountain Agenda)
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et son engagement dans et pour les régions de montagne : <http://www.fao.org/home/fr/> (montagne).



DES VIGNES COULEURS D'ESPOIR

Des terres fertiles, des pluies abondantes, un soleil généreux. Malgré ces éléments favorables, les familles paysannes en Géorgie peinent à subvenir à leurs besoins. Dans ce pays du Caucase du Sud où plus de la moitié de la population travaille dans l'agriculture, on mise à nouveau sur une tradition ancienne : le vin.

Texte : Alice Bota et Silvia Stöber

Parfois, le progrès se reconnaît aux petites choses. Il est d'ailleurs relatif : pour qui n'a rien, une route goudronnée peut incarner le progrès. De même que le nouveau terrain de sport pour les jeunes ou les conduites qui acheminent désormais le gaz naturel dans tous les foyers, les paysans n'ayant plus à traîner les lourdes bouteilles de butane. À Magraani, le village natal de Soso Mekvevrichvili, tous ou presque sont paysans.

Magraani se trouve à l'est de la Géorgie : un village pauvre, comptant quelque 220 familles qui vivent pratiquement toutes de l'agriculture. C'est là que Soso Mekvevrichvili est né. Ses parents sont paysans : ils cultivent des céréales et du maïs, récoltent des pêches, des pastèques, des melons. Sa mère s'occupe du potager, son père de quelques cochons, poules et canards. Ces dernières années, à chaque visite, Soso Mekvevrichvili note de discrètes évolutions, au-delà des routes et du terrain de sport. Pour lui qui a fait ses études en Allemagne et dirige une agence de voyages dans la capitale Tbilissi, certains détails ne trompent pas : quelques voisins ont acheté une voiture, d'autres rénovent leur maison délabrée.

La Géorgie fait plus d'une fois et demie la taille de la Suisse. Elle n'a que peu de matières premières, mais ses terres sont fertiles. Il pleut abondamment et le

soleil ne manque pas. Pourtant, la situation des paysans n'est guère enviable. Deux chiffres l'illustrent bien : 54% des Géorgiens travaillent dans l'agriculture, mais ne contribuent qu'à hauteur de 9% au produit intérieur brut. Selon l'agence nationale de la statistique Geostat, les recettes issues de la vente de produits agricoles ne représentaient que 11,6% du revenu total en 2013. La plupart des paysans vivent de ce qu'ils récoltent.

Cépages oubliés et conflits ethniques

La légende veut que la Géorgie soit le berceau de la viticulture. C'est, en tout cas, dans ce pays qu'est née une tradition millénaire : la vinification en kvevris. Ces immenses jarres d'argile, dans lesquelles marc et moût fermentent pendant de longs mois, apportent une saveur particulièrement corsée. Il existait des cépages hors du commun, mais ils ont été remplacés à l'époque de l'URSS par des variétés plus simples et plus robustes. Organisé en kolkhozes, le pays pratiquait une agriculture intensive abusant des engrais et épuisant les sols. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les kolkhozes ont été fermés et les terrains privatisés. L'État n'allouant plus de subventions, les familles paysannes n'avaient pas les moyens d'acheter des semences et les machines agricoles nécessaires. L'équipement

Récolte de la vigne à Kakhetia, la plus grande région viticole de Géorgie : la légende veut que ce pays soit le berceau de la viticulture.

© Gerald Hoene/laif

L'AGRICULTURE GÉORGIENNE

Après une réforme en 1992, les terres, en Géorgie, ont été parcellisées. En 2004, 67% des propriétaires terriens disposaient de moins d'un hectare. Ils ne sont que 0,15% à posséder plus de 50 hectares. L'inscription des parcelles au cadastre, base d'une utilisation commerciale, reste problématique. Selon le ministère de l'Agriculture, le secteur agricole ne représentait pas une priorité sous Mikheil Saakachvili. Ainsi, 0,44% des dépenses de l'État seulement aurait été consacré à l'agriculture en 2010. Avec le nouveau gouvernement, cette part se monte à près de 3%.



existant est tombé en ruine. L'herbe a envahi les vignobles, les canaux d'irrigation soviétiques se sont dégradés. Rentrer ses récoltes n'était, de surcroît, pas aisé: les routes étaient mauvaises et les possibilités de stockage rares.

Héritage douloureux de l'époque soviétique, des conflits ethniques sont apparus après la chute de l'empire et se sont envenimés au début des années 90. Le gouvernement de Tbilissi a perdu le contrôle de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, célèbre dans toute l'URSS pour son climat subtropical, ses noix et ses agrumes. Les deux régions ont déclaré leur indépendance en 2008. Depuis, à l'issue d'une guerre de cinq jours au cours de laquelle les troupes russes ont occupé le territoire, elles sont dans les faits sous le contrôle de la Russie. Un rapport d'enquête a, toutefois, établi que la guerre avait été déclenchée par le président géorgien Mikheil Saakashvili.

Ce dernier est arrivé au pouvoir en 2003, après la révolution des Roses. Il se lance alors corps et âme dans des réformes et

la lutte contre la corruption. Tout paraît possible, mais la situation évolue peu dans les campagnes. Les relations avec la Russie se détériorent et les produits géorgiens sont soumis à embargo en 2006. Les vigneron perdent leur principal client. «Une catastrophe», se souvient Soso Mekvevrichvili. «Beaucoup ont laissé leurs vignes dépérir et cessé de produire du vin.» Le gouvernement a, par ailleurs, cédé des terres à de gros investisseurs: Mikheil Saakashvili rêvait d'une agriculture à l'américaine, mais ces dernières sont restées en friche.

Des vignobles rentables

Sur les routes de gravier qui traversent les villages, à l'est ou à l'ouest du pays, le même tableau: des maisons simples, à l'avant et à l'arrière, des jardins luxuriants, avec des arbres fruitiers et des légumes qui assurent la subsistance de nombreuses familles. Quelque 98% des agriculteurs sont indépendants. Les vergers et les potagers leur permettent de survivre. L'éventuel surplus

est vendu. Chaque jour, des femmes âgées assises sur le pas de leur porte, le visage buriné et les mains calleuses, racontent la misère de leur vie. Elles tentent d'améliorer le revenu familial en proposant des pommes, des pêches, des mirabelles, mais aussi des pastèques, des concombres et des tomates, ainsi que du miel et du *tchourtchkhela*, une spécialité géorgienne à base de noix alignées sur un fil et trempées dans du jus de raisin épaissi. Une ou deux vaches paissent à côté. Les parents de Soso Mekvevrichvili avaient également deux vaches, mais ont dû les vendre il y a deux ans, ne pouvant plus s'en occuper. Tous deux ont plus de 80 ans.

De nombreux villages géorgiens, vivant pour la plupart de l'agriculture, ne sont accessibles que par des routes de gravier.

© Gerald Haenel/taif

À Magraani, une nouvelle tendance se fait jour: les agriculteurs redécouvrent la viticulture. Une évolution positive pour le village, selon Soso Mekvevrichvili. Sa famille aussi produit désormais son propre vin. Les Mekvevrichvili possèdent une surface importante – dix hectares –, mais n'en consacrent que deux à la vigne. L'activité se révèle, néanmoins, rentable. La demande est élevée. À Magraani, comme ailleurs, les vignobles se multiplient, au point que l'État a momentanément supprimé les subventions aux viticulteurs.

Renaissance d'anciens cépages

Nodar Latibashvili, 29 ans, viticulteur bio, fait partie de ces jeunes agriculteurs qui renouent avec d'anciennes traditions. Passionné par les cépages géorgiens tombés dans l'oubli, il s'est plongé dans les livres pour y trouver textes et illustrations. Au prix de gros efforts, en partie dans des laboratoires, les anciens cépages renaissent de leurs cendres. «Je vais planter, cette année, une variété que moi seul possède», explique Nodar Latibashvili. Depuis des années, des viticulteurs étrangers s'installent et tentent leur chance. Les vins sont exportés. La Chine et la Russie, respectivement nouvelle et ancienne clientes, représentent les principaux marchés d'exportation. L'embargo russe sur les vins géorgiens a été levé en 2012. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont gelées depuis la guerre de 2008, mais les affaires dans le domaine du vin marchent bien.

Patrick Honnef, viticulteur allemand, possédait des vignobles à Bordeaux. Il est arrivé en Géorgie en 2014. Depuis, il travaille au Château Mukhrani, à l'ouest de Tbilissi. En France comme en Europe occidentale de manière générale, la marge de manœuvre est réduite, explique-t-il. En Géorgie, par contre, oser la nouveauté est possible. «Le pays connaît une renaissance de sa culture et de ses vins, revenant aux anciens cépages. Un contexte bien plus stimulant qu'à Bordeaux.»

Des crédits au compte-goutte

Tout n'est pas rose pour autant. Hilarius Pütz est un vigneron allemand, longtemps employé par une entreprise géorgienne. Aujourd'hui à la retraite, il exploite des vignobles avec une famille locale, en Kakhétie, et forme de jeunes viticulteurs. Malheureusement, à ses yeux, le commerce du vin présente surtout un attrait pour les gros investisseurs: rares sont les petits agriculteurs qui obtiennent des crédits de l'État, soit parce qu'ils ne savent pas établir un plan d'affaires, soit parce que leur apport en capital ne suffit pas. Nodar Latibashvili a déposé une demande et rédigé un projet qui a été rejeté. Il dispose d'un terrain de huit hectares, dont un et demi de vignes seulement. Produire son propre vin serait son vœu le plus cher, mais, sans crédit, aucune chance.

Outre le manque de connaissances quant aux aides de l'État, la répartition des terres demeure un problème. La famille de Soso Mekvevrichvili a beau posséder un terrain de dix hectares, celui-ci constitue un véritable patchwork: douze parcelles dispersées, rachetées à d'autres familles. Ce n'est qu'après le départ du président Saakachvili que les inscriptions au cadastre ont réellement commencé – un processus laborieux. Patrick Honnef a ainsi découvert, sur le domaine qu'il exploite, deux parcelles appartenant à l'État qu'il essaie à présent d'acquérir. La viticulture représente un potentiel important en Géorgie. Reste à savoir si le gouvernement saura offrir des perspectives aux habitants de ses campagnes. ■

Alice Bota est correspondante à Moscou pour «Die Zeit». Silvia Stöber travaille comme reporter indépendante, spécialisée dans les territoires de l'ex-bloc soviétique. Lune comme l'autre se rendent régulièrement dans le Caucase.

LA GÉORGIE EN BREF

Capitale

Tbilissi

Superficie (avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud)

69 700 km²

Population (avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud)

4 millions d'habitants

Ethnies

Géorgiens: 83,4%

Azéris: 5,8%

Arméniens: 4,2%

Abkhazes: 3%

Russes: 0,6%

Ossètes du Sud: 1,4%

Autres: 1,6%

Groupes religieux

Église orthodoxe apostolique de Géorgie: 83,4%

Musulmans: 10,7%

Église apostolique arménienne: 2,9%

Autres: 3%

Moyenne d'âge

38,1 ans

Espérance de vie

76,4 ans

Exportations

Véhicules, alliages ferreux, engrais, noix, vieux métaux, or, minerai de cuivre



Sur le terrain avec...

OLIVIER BÜRKI

RESPONSABLE DU PROGRAMME RÉGIONAL DANS LE CAUCASE DU SUD, À TBILISSI

Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen

Aussi souvent que possible, j'effectue un « reality check ». C'est ainsi que je nomme mes visites sur le terrain et auprès des personnes qui encadrent nos projets sur place. Mes observations se retrouvent ensuite dans la gestion et le développement de notre programme. C'est là ma deuxième mission principale, qui occupe probablement plus de la moitié de mon temps. Notre programme dans le Caucase du Sud se concentre sur la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avec un bureau dans chaque capitale. Le dialogue politique,

disons, plutôt créatif. Le nouveau maire de la ville a fait de la sécurité routière l'une de ses priorités et les caméras chargées de surveiller la circulation fleurissent.

Arrivé à l'ambassade, je commence par consulter mes courriels et retrouver mon équipe. Viennent ensuite les entretiens téléphoniques, les réunions, les contacts. Dans le Caucase du Sud, les gens sont chaleureux, hospitaliers et ouverts. Culturellement, porter un toast est important pour exprimer son amitié et entretenir le dialogue. Autrefois, ce rituel existait aussi en Suisse, dans les cantons viticoles. Ici, en Géorgie, cette tradition reste un véritable « ciment social ».

Si je vois du fromage au supermarché, je peux être pratiquement certain qu'il a un lien avec nos projets. Je l'achète donc d'autant plus volontiers. Pour ce qui est de la viande et des produits laitiers, nous essayons de mettre en place une chaîne de valeur pérenne, de la production jusqu'à la vente via la transformation et la distribution. Près de la moitié de la population géorgienne vit dans les campagnes et 50% de ses revenus proviennent de l'agriculture. Il s'agit de créer un marché et de faire en sorte que la population démunie y ait accès. Ces dernières années, environ un demi-million de personnes en a bénéficié.

Les valeurs occidentales et de l'Union européenne sont de plus en plus la référence, surtout dans les zones urbaines. Parallèlement, l'image et le rôle des femmes évoluent, les structures patriarcales s'assouplissent. Quand je visite un « espace pour femmes » soutenu par notre programme, je vois celles-ci discuter et s'organiser. Elles mettent sur pied, par exemple, une crèche et décident de son budget avec la commune. De telles

actions donnent vie à des concepts tels que la gouvernance ou la décentralisation.

À la fin de ma journée de travail, je consulte une dernière fois mes courriels, échange avec les collaborateurs avant de partir en lançant: « À demain. » Je retrouve alors les collines qui surplombent la ville, la plupart du temps avec le sentiment d'avoir fait bouger les choses. ■



© DDC

les contacts et la coordination avec les autorités, d'autres pays donateurs, la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ou ONU Femmes, ainsi que les ONG qui mettent en œuvre nos projets, sont intenses. Un travail décliné en de nombreux volets.

Le matin, à sept heures, je prends un café à la maison et me représente déjà la journée. Ici, sur les collines qui dominent Tbilissi, les étés sont un peu plus frais et, en hiver, nous sommes souvent au-dessus de la nappe de pollution qui couvre la ville. Jusqu'à l'ambassade, la circulation est dense et le style de nombreux automobilistes géorgiens,

PRIORITÉS DANS LE CAUCASE DU SUD

Le Programme régional dans le Caucase du Sud concentre ses activités sur les zones rurales de trois ex-républiques soviétiques, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le bureau régional de Tbilissi, en Géorgie, existe depuis 1999. Ce programme, mis en œuvre conjointement par la DDC, le Seco et la Division Sécurité humaine du DFAE, repose essentiellement sur trois objectifs: intégrer les plus démunis dans le développement économique, renforcer l'autonomie locale et aider la population à s'adapter au changement climatique. Grâce à l'engagement de la Suisse, 170 000 agriculteurs ont sensiblement augmenté leur revenu ces dernières années et 5 000 étudiants ont bénéficié d'une meilleure formation professionnelle.

Voix de... Géorgie

LA FIBRE ENTREPRENEURIALE DE GOGI

J'ai rencontré Gogi Elanidze pour la première fois en 2015, lorsque j'interviewais des fermiers de Kvemo Alvani, principale base hivernale des éleveurs de moutons de Touchétie. Gogi vient d'une famille privilégiée. Daniel, son père, a quitté son poste de directeur d'une usine soviétique en 1988 pour créer l'une des premières entreprises du pays, une exploitation porcine. Il meurt en 1994, brisé par la douleur de voir son projet muselé par les extorsions de gangs mafieux avides, dans la Géorgie sans foi ni loi des premières années d'indépendance.



ÉRIC LIVNY a été invité, en 2007, à fonder et à diriger l'International School of Economics (ISET), à l'Université d'État de Tbilissi. Sa formation en économie et en philosophie politique ne le prédestinait pas à devenir expert en économie agricole. Aujourd'hui pourtant, la majeure partie de son travail est, « d'une manière ou d'une autre, liée » à l'agriculture et au développement. « Avec le temps, à côté de mon travail à l'ISET, je me suis mis à bloguer avec bonheur sur certains aspects uniques et souvent paradoxaux de l'économie géorgienne, les défis que représente la modernisation du système éducatif du pays et les résultats fabuleux obtenus par de jeunes entrepreneurs commerciaux et sociaux. »

Au cours des douze années suivantes, pour tirer sa famille d'affaire, Gogi exerce tous les métiers possibles, changeant de travail et de pays, dans la plus pure tradition des bergers touchés. En 2005, c'est le jackpot. Il accepte une mission risquée, mais lucrative: conduire des camions de matériel militaire américain en Irak. En un an, il met plus de 10 000 dollars de côté, qu'il investit dans une petite usine de portes et de fenêtres en matière plastique. Ce revenu stable lui permet de songer à un retour aux sources et à ce qui reste de la ferme de son père.

En 2009, il commence par l'apiculture. Le miel rapporte. Surtout, il offre à l'âme nomade de Gogi la possibilité de suivre la transhumance de ses ruches: des acacias de la réserve de Lagodekhi aux prairies luxuriantes de Chiraki jusqu'aux forêts de tilleuls autour de Kvareli. En 2013, quand son entreprise bat de l'aile, Gogi a un nouveau plan. Il a lu des articles sur les bienfaits du lait de chèvre biologique et entendu parler des fromages de chèvre français. Il connaît cette légende: les chèvres mangent tout – pommes, écorce, sapins de Noël et genêts. Mais comment s'y prendre ?

Par chance, Gogi a un ordinateur connecté à Internet. Il se forme alors par ses propres moyens. Au moment de notre rencontre, un samedi matin à la ferme de son père, Gogi est en train d'utiliser les schémas trouvés en ligne pour transformer l'ancienne porcherie en abri destiné aux chèvres qu'il vient d'acheter au marché. Un modeste troupeau, dont la production avoisine 0,5 à 1 litre de lait par jour, alors que celle des meilleures races suisses atteint 4 à 6 litres. La solution la plus simple pour améliorer la race locale est d'importer des boucs de Suisse – un processus qui nécessite trois à cinq ans. En mai 2015,

cinq boucs de Saanen (BE) posent fièrement le sabot sur le tapis rouge déroulé à Kvemo Alvani. Un an plus tard, 29 des chèvres de Gogi donnent naissance à 39 petits. Si ces chevreaux de neige sont la copie conforme de leurs nobles pères, Gogi sait qu'il faudra encore quelques générations pour que ses bêtes égalent le niveau de productivité suisse.

Sapins de Noël et genêts n'étant tout de même pas le meilleur des fourrages, Gogi investit 8700 dollars supplémentaires dans un système de production hors sol, fabriqué en Chine. Technologiquement, c'est pour lui la solution idéale. Le rythme phénoménal de Gogi et ses succès en affaires expliquent probablement la décision de son fils Levan (25 ans), ingénieur en génie civil de formation, de travailler dans l'entreprise familiale. Sa fille Salomé (21 ans) est en 4^e année à l'Académie des beaux-arts de Tbilissi. Artiste talentueuse, elle ne se lancera probablement pas dans l'agriculture. Personne n'est parfait. ■



PLUS DE 300 MILLIONS POUR LES NIGÉRIENS LES PLUS DÉMUNIS

La Suisse rétrocède au Nigeria 321 millions de dollars spoliés par l'ancien dictateur militaire, Sani Abacha. Elle a passé un accord en ce sens, renforçant ainsi son rôle précurseur dans le domaine de la restitution d'avoirs illicites.

Texte: Christian Zeier

Le 4 décembre dernier est à marquer d'une pierre blanche: des représentants du Nigeria, de la Banque mondiale et de la Suisse se sont réunis à Washington pour signer un accord lors du Forum mondial sur le recouvrement d'avoirs. Sous la supervision de la Banque mondiale, 321 millions de dollars vont être restitués à la population nigérienne. Du côté suisse, la conduite des négociations a été confiée à Pio Wennubst, vice-directeur de la DDC, alors que le texte a été préparé conjointement par cette dernière et la Direction du droit international public (DDIP) du DFAE.

Une restitution critiquée

Pour comprendre ce que contient l'accord de restitution Abacha II, il faut revenir sur l'histoire récente du Nigeria. En 1998, lorsque Sani Abacha succombe à un infarctus, le soulagement dans ce pays d'Afrique de l'Ouest est immense. Le dictateur militaire a dirigé le Nigeria d'une main de fer cinq ans durant, persécutant et exécutant ses opposants. Il a, de plus, pillé les caisses de l'État, ruinant celui-ci. Les montants exacts qu'Abacha et sa famille ont subtilisés au pays ne sont pas connus, mais les

estimations oscillent entre deux et cinq milliards de dollars.

Il était d'ores et déjà établi en 1999 qu'environ 700 millions de dollars avaient été déposés dans des banques helvétiques. Les comptes ont été bloqués et restitués au Nigeria en 2005 sur décision du Tribunal fédéral. Pendant longtemps, la Suisse est demeurée le seul pays à retourner les fonds d'Abacha. Des représentants de la société civile, en Suisse et au Nigeria, ont toutefois critiqué le mécanisme de restitution. Abuja avait, en effet, inscrit rétroactivement et directement le montant rétrocédé dans le budget de l'État 2004. La Banque mondiale n'a exercé sa surveillance qu'après coup et une enquête indépendante menée par plusieurs ONG a mis en évidence des irrégularités.

«Nous avons beaucoup appris de cette expérience», explique Daniela Hänggi qui a accompagné la restitution Abacha II pour le compte du DDIP. Contrairement à la procédure Abacha I, les entretiens avec le Nigeria ont eu lieu plus précocement afin de déterminer l'utilisation possible des avoirs et ainsi établir un véritable partenariat. Des représentants du DDIP se sont rendus pour la première fois à Abuja en 2016. Selon eux, il était dans l'intérêt de la Suisse de permettre à la population nigérienne de bénéficier des fonds. Par ailleurs, une disposition explicite de la décision de confiscation du Ministère public genevois oblige légalement la Suisse à sou-

mettre cette restitution à la surveillance de la Banque mondiale.

Rétrocession aux plus pauvres

Les fonds, découverts sur des comptes au Luxembourg et confisqués par la Suisse, doivent bénéficier aux plus pauvres de la société nigérienne. C'est ainsi que les millions récupérés alimenteront un ambitieux projet réalisé par Abuja avec le soutien de la Banque mondiale. L'État prévoit d'investir près de deux milliards dans la mise en place du premier système national d'assurance sociale. Une partie importante de cette somme servira à construire l'infrastructure nécessaire, tandis que l'argent restitué est destiné aux personnes dans le besoin via un programme de transfert monétaire.

«Cet accord de restitution constitue une avancée importante dans la lutte contre la corruption», précise Amir Fouad, de la Division Institutions globales de la DDC. «En se concentrant sur les plus démunis, il contribue largement à l'Agenda 2030.» Ce cas représente une solution concrète dans le financement du développement international, selon Amir Fouad. Lier la restitution à un projet de la Banque mondiale présente plusieurs avantages. D'une part, les mécanismes existants peuvent être utilisés en évitant la création d'une infrastructure spécifique onéreuse. D'autre part, l'accord conclu avec la Banque mondiale

Les fonds Abacha, restitués par la Suisse, seront versés aux Nigériens les plus pauvres.

© Andy Spyrat/afif

prévoit que celle-ci applique aux fonds restitués les mêmes processus et soins qu'à ses propres avoirs.

Un modèle exemplaire

Après signature de l'accord à Washington, l'argent a été transféré sur un compte de la Banque centrale nigériane auprès de la Banque des règlements internationaux. Sur la base d'évaluations et de planifications des dépenses semestrielles approuvées par la Banque mondiale, les fonds, par tranches, sont directement alloués au projet. À la surveillance de celle-ci s'ajoute un contrôle indépendant par des représentants de la société civile.

Daniela Hänggi et Amir Fouad sont, tous deux, convaincus qu'Abacha II a posé un nouveau jalon dans l'application des principes de restitution internationalement reconnus. Les 30 ans d'expérience accumulés dans le domaine du recouvrement d'avoirs ont aidé la Suisse

à développer des mécanismes durables, applicables à des cas spécifiques, estime Daniela Hänggi. D'autres pays, qui entendent rétrocéder des fonds, s'intéressent à cette pratique.

Les réactions de la société civile incitent aussi les responsables à l'optimisme. En mars 2016, l'ONG Public Eye avait publié, avec d'autres organisations suisses et nigérianes, une lettre ouverte accompagnée de demandes de restitution. Lorsque le mécanisme concernant le Nigeria a été rendu public, Olivier Longchamp, représentant de Public Eye, a déclaré à la télévision suisse: « Nous n'avons, en principe, aucune inquiétude. Je crois que la Suisse a véritablement tiré les leçons du passé. » ■

LES AVOIRS DE POTENTATS ET LA SUISSE

Depuis le milieu des années 80, la Confédération applique une politique active de restitution des avoirs de potentats. Elle joue ainsi un rôle pionnier dans la restitution de fonds acquis illicitement par des personnes politiquement exposées. Berne s'engage en faveur de l'État de droit et soutient la lutte contre l'impunité. Pour des raisons de réputation, elle refuse d'être utilisée comme lieu de dépôt d'avoirs issus de la corruption ou d'autres crimes. Les sorties de fonds des pays les plus pauvres sont, en outre, importantes pour toute politique de développement. Au cours des 30 dernières années, la Suisse a pu restituer quelque deux milliards de dollars aux pays d'origine.

Le Nigeria prévoit d'investir quelque deux milliards de dollars dans la mise en place du premier système national d'assurance sociale.

© Tadej Znidarcic/Redux/laif





UNE NOUVELLE VIE SANS MINES

La Colombie est l'un des pays du monde qui compte le plus de mines antipersonnel. Un soutien financier de la DDC a permis la mise sur pied d'équipes locales de déminage pour assurer la sécurité des habitants.

Texte : Christian Zeier

Elsa Colorado connaît très bien les conséquences dramatiques d'un conflit armé. Elle a passé toute sa vie à San Juan de Arama, commune colombienne dans le département de Meta, au cœur d'une zone contrôlée par la guérilla des Farc. Lorsque les armes se sont tues et que la guerre civile a enfin cessé, des milliers de vestiges mortels couvraient le sol. La Colombie est considérée comme l'un des pays les plus minés du monde. Depuis 1990, les mines terrestres ont tué ou blessé plus de 11 000 personnes. Pour Elsa Colorado, c'est du passé. Le 6 mai 2016, la région dans laquelle elle vit a été offi-

ciellement déclarée exempte de mines. Une photo montre cette Colombienne en train de couper un ruban bleu en présence des autorités. Là où des mines jonchaient le sol autrefois, les enfants peuvent désormais jouer et les animaux paître en toute quiétude.

Le déminage humanitaire a été effectué par Halo Trust, qui se désigne comme la plus grande ONG du monde dans le domaine. La DDC a consacré près de 400 000 francs à ce projet, alors que le Japon a pris en charge l'autre moitié du budget. Près de 30 000 km², dans les

départements de Meta et de Tolima, ont été assainis entre décembre 2015 et juillet 2017. Elsa Colorado est l'une des 89 personnes ayant bénéficié directement de l'engagement de la Suisse. S'y ajoutent 46 Colombiens auxquels le déminage a fourni un emploi. Parmi eux figurent

Mémorial pour un soldat tué en juillet 2015 alors qu'il désarmait une mine antipersonnel.

© Mads Nissen/Politiken/laif



d'anciens combattants en processus de réintégration ainsi que des victimes. Près de 17 000 autres personnes ont profité indirectement de la libération des zones non contaminées (voir encadré).

Un projet de suivi amélioré

« Nous sommes satisfaits des résultats obtenus », déclare Irina Mago Cordido, responsable du programme de la DDC à Bogotá. Il n'a, certes, pas été possible d'atteindre l'objectif de déminer 45 000 m², mais d'autres facteurs tels que le travail communautaire, l'emploi de la population locale et la formation d'équipes de déminage comptent au moins autant. La restitution des terres a permis à de nombreux habitants un retour à la normalité ainsi que la réalisation d'autres projets

de développement. Selon le rapport final, il est possible d'améliorer la circulation de l'information et la mise en réseau des communautés concernées, ce qui pourrait accroître l'efficacité du déminage. Il y a bon espoir que cela se réalise : la DDC est intéressée à soutenir Halo Trust dans une deuxième phase de travail. ■

Le déminage est aussi complexe que dangereux : la zone doit être officiellement déclarée exempte de mines pour que la population puisse enfin retrouver une vie normale.

© Mads Nissen/Politiken/laif

UN PROCESSUS MINUTIEUX

Le déminage se réalise en trois étapes. Tout d'abord, des enquêtes et l'étude de documents existants permettent de déterminer où et dans quelle mesure certaines zones ont été contaminées (« Non-Technical Survey »). En l'absence de danger, celles-ci sont rouvertes. Si un secteur est susceptible d'être contaminé, un examen sur place fournira des indications quant au nombre et au type de mines présentes (« Technical Survey »). Lorsque la zone en est exempte, les lieux sont rendus accessibles. Dans le cas contraire, s'opère le déminage (« Clearance »), au cours duquel les mines sont identifiées et désamorçées.

DDC INTERNE

DES EMPLOIS DÉCENTS

(bm) Les jeunes au Cambodge représentent plus de la moitié de la population et sont près de 300 000 chaque année à entrer sur un marché de l'emploi saturé. Atout indéniable pour le développement du pays, ils n'ont, pourtant, pas de formations professionnelles correspondant aux besoins de l'économie locale. En partenariat avec l'Organisation mondiale du travail et les associations faïtières du secteur privé cambodgien, la DDC soutient l'accès des jeunes à une éducation de qualité ainsi que le développement de compétences professionnelles et techniques répondant à la demande du marché. Des cours d'entrepreneuriat, mais aussi de meilleures connaissances des perspectives d'emploi complètent le programme. Ce dernier s'adresse aux plus vulnérables, dont de nombreux migrants et travailleurs domestiques. Il promeut des emplois décents, en réduisant les discriminations et en renforçant le respect du droit du travail par les collaborateurs et les employeurs.

Durée du projet: 2017 – 2019

Volume: 2 millions CHF

REVITALISER LES ACTIVITÉS

AGRICOLES SYRIENNES

(ung) Restreindre l'accès à la nourriture et à l'eau constitue toujours une arme de guerre en Syrie. Les sept millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire consacrent jusqu'à 25% de leur revenu à leurs besoins quotidiens en eau. Les parts attribuées aux semences et aux carburants sont du même ordre, ce qui contraint de nombreuses familles à abandonner leurs activités agricoles. La DDC soutient un projet de l'ONG espagnole *Acción contra el Hambre*, basée à Damas, pour améliorer l'accès à l'eau dans les communautés rurales. Le projet ambitionne aussi d'augmenter, d'ici

à 2019, le rendement de la culture du blé pour atteindre 200 kilos par foyer. Il doit faire également progresser la production animale de 27% dans le gouvernorat de Deraa (sud-ouest) et de 34% dans celui de Hassaké (nord-est).

Durée du projet: 2017 – 2019

Volume: 2,5 millions CHF

POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE L'AIR

(ule) Les métropoles sont des centres économiques et sociaux dans lesquels des millions de personnes travaillent et se déplacent chaque jour. Avec, pour corollaire, une forte pollution atmosphérique. À travers le projet «Climate and Clean Air in Latin American Cities Plus», le Programme global Changement climatique et Environnement de la DDC promeut l'utilisation de bus et de machines de chantier moins polluants dans les capitales Bogotá, Santiago, Mexico et Lima. La DDC offre des plates-formes permettant le partage de savoir et d'expérience. Elle renforce également les compétences des décideurs politiques.

Durée du projet: 2017-2020

Volume: 2,8 millions CHF

ÉGYPTE: LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, UN DÉFI

(bm) Avec plus de 92 millions d'habitants, l'Égypte est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique, après l'Éthiopie et le Nigéria. C'est dans la vallée du Nil, soit sur 5% de la surface disponible, que se concentre l'essentiel de la population. Tout espoir de réduire la pauvreté est entravé par une croissance démographique rapide et continue. Pour freiner et stabiliser le phénomène, la DDC finance un projet mis en œuvre par le Fonds des Nations Unies pour la population. Cette initiative comprend deux principaux volets. Des campagnes

médiatiques sont développées afin de sensibiliser la population, en particulier les jeunes. Un soutien est, de plus, apporté aux autorités dans leurs efforts en matière de stratégie démographique.

Durée du projet: 2017-2018

Volume: 2 millions CHF

KIRGHIZISTAN: UNE POPULATION EN MEILLEURE SANTÉ

(cek) Malgré les efforts du gouvernement, les soins médicaux de base restent insatisfaisants au Kirghizistan. Le système de santé ne parvient pas à assurer le traitement des maladies non transmissibles, cause de 80% des décès dans un pays qui forme par ailleurs trop peu de médecins de famille. Résultat: les coûts sont élevés et l'offre insuffisante, en particulier dans les zones rurales. La DDC soutient l'ancienne République soviétique dans la prévention et le traitement des maladies non transmissibles. Ce projet vise à améliorer l'état de santé de la population et à diminuer les coûts au niveau national.

Durée du projet: 2017-2021

Volume: 4,51 millions CHF



PESTICIDES: UN USAGE CONTESTÉ

Le recours aux pesticides dans les pays en voie de développement est loin de faire l'unanimité. Les uns y voient une mise en danger de la population et de la nature, ainsi qu'un choix guidé par le profit. Les autres le considèrent comme un passage obligé pour combattre la faim et la malnutrition.

Texte : Jens Lundsgaard-Hansen

Lorsqu'il faut évaluer la dangerosité effective des pesticides, les scientifiques sont divisés. Les discussions au sein de l'Union européenne (UE) à propos du glyphosate l'illustrent bien. Certains affirment que cet herbicide est cancérigène; d'autres démentent. Les fusions de

grands groupes chimiques telles que la reprise du bâlois Syngenta par le géant chinois ChemChina ont aussi nourri les débats politiques. Selon les organisations environnementales et humanitaires, cette opération constitue une « menace pour la sécurité alimentaire

mondiale et les valeurs démocratiques de l'agriculture ». L'UE l'a approuvée, mais sous conditions afin d'éviter une concentration excessive du marché et un affaiblissement de la concurrence. Selon les estimations de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le

Un produit phytosanitaire indien est utilisé sans protection aucune. Nombreux sont les décès causés par les pesticides dans les pays en développement.

© Marco Bulgarelli/Gamma-Rapho/laif

marché mondial des pesticides représente quelque 500 milliards de dollars par année.

De toute évidence, le sujet est délicat, tant sur le plan économique que politique. Trois lignes de conflit se dessinent. D'abord, les pesticides comportent des risques pour l'être humain et son environnement: reste à déterminer leur ampleur. Ensuite, les pesticides représentent une chance: celle d'améliorer la qualité et le volume des récoltes. Enfin, le dilemme touche tout particulièrement les pays en développement. Selon le Réseau d'action contre les pesticides (PAN), ces États recensent environ 70% des empoisonnements et 99% des décès dus à ces produits. Et ce sont eux également qui connaissent le plus fréquemment la faim et la malnutrition.

Absence de protection

Utiliser des pesticides est astreignant. Les risques dépendent de la quantité utilisée, mais aussi de la toxicité du produit et de la «gestion du pesticide» par les agriculteurs. Celle-ci comprend le dosage, le moment de l'utilisation et le recours à l'équipement de protection préconisé (masques pour le visage, gants). Le stockage adéquat des substances chimiques et l'élimination appropriée des récipients vides jouent également un rôle. Tous ces facteurs posent des défis particuliers aux pays en voie de développement: l'utilisation correcte de pesticides nécessite des connaissances et une formation. Selon Greenpeace, c'est souvent là que le bât blesse. Les utilisateurs analphabètes sont nombreux. Ils ne peuvent donc pas lire les notices et travaillent sans se protéger. Des études montrent que

seuls 2% des agriculteurs en Afrique de l'Ouest portent des habits de protection. Le PAN estime, en outre, qu'environ 500 000 tonnes de pesticides sont mal stockées de par le monde.

Syngenta est également conscient du problème. Sensibiliser à une bonne utilisation des produits est la mission principale des quelque 30 000 collaborateurs qui assistent les paysans à travers le monde, explique Regina Ammann, responsable des affaires publiques de la société. Cette dernière a déjà atteint son objectif de former 20 millions d'agriculteurs en matière de sécurité du travail et d'utilisation de pesticides d'ici à 2020 – une contribution à l'Agenda 2030. Actuellement, environ sept millions de personnes sont instruites chaque année. Regina Ammann souligne, par ailleurs, que les pesticides sont soumis à de longs processus d'homologation et comptent parmi les produits chimiques les plus contrôlés.

Mais est-ce aussi le cas dans les pays en développement? Simon Zbinden, coresponsable du Programme global Sécurité alimentaire de la DDC, relativise: «D'un point de vue formel, il y a des autorités, des homologations et des normes. Mais il existe également un marché noir et des activités qui échappent aux contrôles, dans les arrières-cours. La loi n'est souvent pas appliquée.» Tout bien pesé, Christine Badertscher, de l'ONG Swissaid, tranche ainsi: «Fondamentalement, nous considérons l'utilisation de pesticides dans ces pays d'un œil critique.» L'agroécologie, technique qui renonce aux pesticides et fait appel à des engrais organiques plutôt que chimiques, permet d'obtenir de meilleurs résultats à long terme.

Comment produire plus?

Quel est l'impact des pesticides sur la quantité et la qualité des céréales, des fruits et des légumes? L'effet des pesticides, selon Swissaid, est plutôt de courte durée. Sur le long terme, l'agriculture biologique augmente la fertilité

des sols et les défenses naturelles des plantes. Le revenu des agriculteurs se révèle plus élevé lui aussi si les investissements en pesticides et en engrais sont moindres. Simon Zbinden, de la DDC, revient sur le facteur temps: «À long terme, il nous faudra clairement réduire l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques. Le mieux serait d'y renoncer complètement. Mais, sans ces produits, les récoltes chutent de 20 à 30% en moyenne.»

L'Institut de recherche de l'agriculture biologique de Frick (AG) fait le même constat. Et Simon Zbinden de poursuivre: «Si nous enregistrons des récoltes plus faibles à travers le monde et maintenons la consommation de viande ainsi que le gaspillage de nourriture actuels, les résultats sont forcément une pénurie alimentaire et des prix plus élevés.» La spirale négative perdurerait. En effet, lorsque les récoltes et la productivité au mètre carré diminuent, les surfaces cultivées tendent à s'étendre au détriment des forêts, ce qui n'est évidemment pas souhaitable d'un point de vue écologique.

CONVENTION DE ROTTERDAM

L'homologation des pesticides est réglementée au niveau national. La Convention de Rotterdam des Nations Unies, en vigueur depuis 2004, a pour objectif d'informer sur certains produits chimiques et phytosanitaires dangereux. Une annexe les répertorie et leur commercialisation au niveau international est réglementée. Ainsi, les 159 pays signataires doivent décider s'ils acceptent de les importer et à quelles conditions. Interdictions et restrictions doivent être signalées. Les États exportateurs doivent s'assurer que leurs entreprises respectent ces règles à l'étranger. Selon Syngenta, ni le paraquat ni aucun autre de ses produits ne figure actuellement sur cette liste.



Regina Ammann abonde dans le même sens: «En 1950, un terrain d'un hectare devait nourrir deux personnes. D'ici à 2030, il devra en nourrir cinq. Si nous voulons continuer à nourrir la planète sans utiliser plus de terres, d'eau ou de ressources, il nous faudra plus de technologie et de savoir-faire, quels que soient les modes de culture choisis, car, partout, on recourt à des produits pour protéger les récoltes.» Selon Syngenta, la technologie agricole comprend également la protection phytosanitaire ainsi que des semences plus résistantes et moins gourmandes en eau par exemple. «Actuellement, quelque 180 000 personnes quittent leurs terres chaque jour pour se rendre dans les villes, notamment parce que le travail des champs, sans technologies, est difficile et génère un faible revenu», affirme Regina Ammann. «Pour les petits agriculteurs des pays en voie de développement, une mauvaise récolte représente non seu-

lement une déception, mais aussi une menace pour leur existence.»

Interdit ici, vendu là-bas

L'herbicide paraquat de Syngenta fait partie des produits vendus dans les pays en voie de développement qui ne sont plus homologués en Europe. L'organisation Public Eye accuse le groupe agrochimique de malhonnêteté, puisqu'il commercialise au Sud des substances qui ne sont plus approuvées sur le Vieux Continent. Syngenta maximiserait ses profits au détriment des agriculteurs locaux et de la nature. Le géant rhénan réfute, relevant qu'il n'est pas rare qu'un produit phytosanitaire soit agréé dans un pays et pas dans un autre, en raison de conditions agronomiques ou climatiques différentes notamment. Le paraquat est ainsi autorisé aux États-Unis, en Australie et au Japon, pays dont

les réglementations s'avèrent pourtant très strictes, ainsi que dans de nombreux autres États (voir encadré sur la Convention de Rotterdam). Une certitude: les débats ne sont pas près de tarir quant à l'utilisation de pesticides dans les pays en développement. ■

En Afrique de l'Ouest, seuls 2% des agriculteurs portent des vêtements de protection lorsqu'ils pulvérisent des pesticides

© Hans-Juergen Burkard/laif

SOLIDARITÉ ET PLUS

L'un des fondements de la coopération au développement est la solidarité, qui se traduit par la lutte contre la misère et la pauvreté. Mais l'engagement de la DDC profite aussi à la Suisse.

(réd) La mission de la DDC est claire. Celle-ci a pour objectifs de lutter contre la misère et la pauvreté, de promouvoir le développement durable et d'aider à relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, la migration ou l'accès à l'eau. La tradition de l'aide humanitaire et de la coopération au développement est inscrite dans l'article 54 de la Constitution fédérale.

Mais à qui doit bénéficier l'engagement de la DDC? La coopération au développement est-elle un instrument de politique étrangère de la Suisse? Et dans quelle mesure le pays doit-il poursuivre ses propres intérêts?

Utilité

Dans le message sur la coopération internationale 2017-2020, cette dernière est définie comme une composante essentielle de la politique extérieure. Par son soutien financier à diverses organisations internationales pour le développement ou sa participation active à différents organes de décision, la Suisse peut soigner son image à l'étranger, créer des conditions favorables à ses propres intérêts économiques et politiques, mais aussi exporter son savoir-faire, ses services et ses produits. Cet avantage économique est mesurable. Il est calculé régulièrement par l'Université de Neuchâtel.

Une étude publiée par la DDC en 2014 montre qu'une majeure partie de la population se préoccupe de la notion d'utilité. En ce sens, les intérêts écono-

miques et la baisse des flux migratoires sont particulièrement importants. La migration constitue, d'ailleurs, un thème récurrent lorsque la politique se penche sur les liens entre la coopération au développement et d'autres intérêts de politique étrangère. Ainsi, les arrêtés fédéraux sur le message 2017-2020 déclarent pour la première fois: «Il convient de lier stratégiquement la coopération internationale et la politique migratoire lorsqu'il en va des intérêts de la Suisse, notamment en s'intéressant aux causes des conflits et des migrations. Dans ce contexte, la conclusion d'accords et de partenariats dans le domaine de la migration doit être encouragée.»

Cette tendance à lier les deux thématiques réjouit les défenseurs des intérêts helvétiques. Dans le même temps, elle inquiète ceux qui souhaitent prévenir une instrumentalisation de la coopération au développement. Associer davantage celle-ci aux intérêts de la Suisse n'est pas judicieux, relève Alliance Sud. Selon la communauté de travail des œuvres helvétiques d'entraide, une telle évolution est contraire à l'objectif de la coopération au développement telle que définie par la Constitution.

Avantages réciproques

Le fait que les intérêts de la coopération au développement et ceux de la Suisse tendent à converger s'explique notamment par la mondialisation, note Katharina Häberli Harker, cheffe de la Section Affaires Politique fédérale de la

DDC. Il existe de nombreux domaines dans lesquels une aide au développement bien pensée, de A à Z, génère des bénéfices non seulement pour la population du pays partenaire, mais aussi pour la Suisse.

Ainsi, le message sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020 se concentre délibérément sur des contextes fragiles en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Les conflits à

COHÉRENCE DES POLITIQUES

Si un objet de politique intérieure ou extérieure se révèle contraire aux intérêts de la coopération au développement, la DDC dispose de diverses possibilités d'action en faveur d'une pesée des intérêts. Dans des dossiers internes au DFAE, elle peut exercer une influence lors de la phase de préconsultation. Dans des affaires externes, elle intervient au cours de la consultation des offices qui s'ensuit. Si des différends doivent être aplanis, le Département peut, dans les cas les plus importants, demander une procédure de déclaration. « Il s'agit là de mécanismes extraordinaires auxquels nous recourons également », indique Katharina Häberli Harker, cheffe de la Section Affaires Politique fédérale de la DDC. « Ce sont des instruments-clés pour promouvoir progressivement la cohérence des politiques en faveur du développement durable. »



l'étranger ont aussi des conséquences sur la Suisse – que ce soit par la dégradation du climat d'investissement, l'absence de développement des marchés, la perte de perspectives d'avenir ou encore la migration. La coopération internationale apporte une contribution importante au règlement et à la prévention des conflits. Au Mozambique par exemple, la Suisse, via la DDC et la division Sécurité humaine du DFAE, a œuvré à la signature d'un accord de cessez-le-feu, lequel est respecté depuis fin 2016.

La Suisse s'engage également activement en faveur des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. La DDC soutient de nombreux projets dans le monde pour protéger les plus pauvres contre les effets du changement climatique et freiner le phénomène. En cas d'échec, 100 millions de personnes, voire plus, risquent de retomber dans la pauvreté ou deviendront des réfugiés climatiques. Parallèlement, un réchauffement incontrôlé aurait des conséquences dramatiques sur le bilan

hydrique helvétique et les perspectives d'avenir des populations alpines.

La coopération au développement permet à la Confédération de nouer des liens solides avec ses pays partenaires et de se positionner en partenaire fiable et crédible, sans intentions cachées. Grâce à ses bureaux de coopération et à ses programmes de développement sur le terrain à l'étranger, la Suisse peut développer un réseau de décideurs et d'acteurs sociopolitiques qui peuvent se révéler utiles dans un environnement multilatéral.

Lutte contre les pandémies

Dans le domaine sanitaire, les investissements à long terme permettent de diminuer les taux d'infections transmissibles et de renforcer les systèmes de santé nationaux. Les populations des pays partenaires, mais également de Suisse, sont mieux protégées contre les pandémies qui, dans un monde mondialisé, peuvent se propager très rapide-

ment si aucune mesure de prévention n'est prise.

«Un bon projet ne doit jamais être utile seulement à la Suisse, mais avoir un sens pour le pays partenaire en termes de politique de développement», souligne Peter Lindenmann, chef adjoint de la Section Affaires Politique fédérale de la DDC. «Les populations pauvres des pays en développement doivent rester notre préoccupation principale: là est notre ligne rouge.» ■

Lutte contre le virus Ebola en Sierra Leone, en 2014: renforcer les systèmes de santé nationaux permet de mieux protéger les populations locales et suisse contre les pandémies.

© Mads Nissen/Politiken/laif

Carte Blanche

« FAIS ATTENTION STP! »

Je viens de recevoir un message WhatsApp. Ma sœur, qui vit à Hambourg, m'a fait suivre une alerte de l'ambassade des États-Unis en Afghanistan contre de possibles menaces terroristes visant les hôtels de Kaboul. Super, je me réjouis de ma journée! Je me trouve à la réception de l'hôtel Serena, un cinq étoiles à proximité du palais présidentiel. Je suis là pour m'inscrire au fitness. J'ignore d'où elle reçoit toutes ses informations. Elle est en Allemagne, mais cela ne l'empêche pas de très bien remplir son rôle de grande sœur. Elle me tape sur les nerfs. La plupart du temps, ma journée commence par la lecture de ses longs messages sur les menaces sécuritaires et elle conclut toujours en majuscules: « FAIS ATTENTION STP! »



SHAHRBANOO SADAT (27 ans) est une scénariste, productrice et réalisatrice afghane. Elle vit à Kaboul. Son premier film, *Wolf and Sheep*, a remporté l'Art Cinema Award, lors de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes en 2016. Elle a fondé sa propre société de production, Wolf Pictures, à Kaboul en 2013. Depuis, elle s'est lancée dans un vaste projet de cinq longs-métrages basés sur le journal non publié d'Anwar Hashimi, sa meilleure amie. *Wolf and Sheep*, distribué en Suisse par l'association trigon-film en 2016, en est le premier volet. Le tournage du deuxième, *The Orphanage*, est prévu cette année.

L'une de mes bonnes résolutions pour 2018 est de faire du sport régulièrement. J'ai sillonné toute la ville pour trouver un bon fitness, sans résultat. Les équipements sont généralement au sous-sol. Depuis le premier jour de l'hiver, il n'y a que quelques heures d'électricité quotidiennes et, la plus grande partie de la journée, l'électricité est coupée. Les salles sont donc obscures, humides, froides et ne sont pas équipées de douches. Les hommes bénéficient des meilleures heures de la journée et les femmes doivent se contenter des pires, généralement vers midi. Je savais que l'hôtel Serena disposait d'un fitness, mais pensais ne jamais y mettre les pieds en raison non seulement des menaces terroristes, mais aussi des tarifs prohibitifs. Mais me voilà ici aujourd'hui. J'ai désactivé Internet avant de recevoir le long message quotidien de ma sœur. Le réceptionniste me parle d'un rabais de 50% pour les femmes, j'ai envie de l'embrasser. Le fitness et la piscine sont mixtes, mais pas le spa, explique-t-il. Je suis restée sans voix: je ne m'attendais pas à un spa.

Des souvenirs de l'attentat-suicide qui a eu lieu dans le restaurant de l'hôtel il y a quelques années commencent à remonter à la surface. Mais non, je ne vais pas laisser mon cerveau repêcher toute cette horreur: je me suis fait la promesse de faire du sport sérieusement. C'est maintenant ou jamais. Décide-toi, surmonte ta peur, me dis-je à moi-même. Je remplis rapidement le formulaire d'inscription avant de changer d'avis. Le deuxième paragraphe de l'alerte sécurité indique que les extrémistes peuvent aussi cibler les bâtiments gouvernementaux, les foules, les marchés, les gares ainsi que les endroits où se réunissent fréquemment les étrangers.

Éviter tous ces lieux est impossible. Je

suis en train de mener des castings pour un nouveau film et dois remplir une foule de documents et de formulaires dans des bâtiments officiels. Je sillonne la ville en passant exactement par les sites mentionnés. Même pour rentrer chez moi, je traverse des endroits très dangereux. La meilleure solution que j'ai trouvée est d'ignorer ce genre d'alerte sécurité et de continuer à vivre ma vie.

Le chaos régnant en Afghanistan est pire que ce que l'on peut imaginer. Attentats-suicides, terreurs et explosions font partie de ma vie quotidienne. De tels événements se produisent tous les jours ou, du moins, je dois m'y attendre tous les jours. Les risques étant tellement élevés, je devrais penser, chaque jour, à la possibilité d'être tuée. J'ai lu quelque part qu'il existe une beauté dans toute chose, aussi laide soit-elle. Dans mon cas, cela signifie: vis chaque jour comme si c'était le dernier et profites-en au maximum.

Deux semaines plus tard, une énorme explosion secoue Kaboul alors que je me repose au spa. Je l'ai entendue. Elle était très proche. J'ai pensé que l'hôtel avait été attaqué. Je constate n'avoir jamais demandé où se trouvait la pièce sécurisée. Quelle idiote je suis! Je ne me suis pas sauvée. Je suis restée assise à ma place, en songeant à ce que ma sœur dirait: «Je savais que cela allait arriver, elle ne m'a jamais prise au sérieux.» ■



TRÉSOR ET PHARE DE LA MUSIQUE DE ZANZIBAR

Au fil des ans, l'Académie de musique sur l'île tanzanienne est devenue un lieu de rencontre incontournable de la vibrante scène culturelle locale. Pour Robert et Amira, c'est l'endroit où ils ont pu réaliser leurs rêves.

Texte: Luca Beti

Placée sur le lutrin d'un piano, la partition d'un prélude de Bach. Les pages sont remplies de notes jusqu'à en faire tourner la tête. Robert John les observe brièvement, puis met ses doigts sur les touches et commence à jouer. Sur son visage se dessine une expression de joie intense, mais aussi une certaine incrédulité. Robert John a réalisé son rêve: il est devenu musicien.

Il y a treize ans, c'était le mugissement des animaux dans les pâturages qui accompagnait ses journées. Berger, Robert John joint alors les deux bouts avec deux dollars par semaine. Il vit dans un petit village du nord de la Tanzanie, sans électricité ni eau courante. Son plus grand trésor: une petite radio à piles. La nuit, lorsque les étoiles brillent dans le ciel, il enclenche le poste

pour écouter les chansons à succès du moment et rêver à un avenir différent - un avenir impossible à concrétiser au milieu des huttes faites de boue et de paille.

Robert John décide alors de quitter son village. Après une semaine de voyage, il rejoint l'île de Zanzibar, où il découvre par hasard l'Académie de musique, la



Dhow Countries Music Academy (DCMA). Un matin, il demande à l'école s'il peut apprendre à jouer d'un instrument. Il ne sait toujours pas qu'il deviendra pianiste. Ses doigts sont habitués à empoigner les manches d'une pelle ou d'une pioche, pas à presser délicatement sur les touches d'un piano. Grâce à une grande volonté, il parvient à ses fins. Après six ans d'études, il est diplômé de la DCMA. Aujourd'hui, il en est l'un des meilleurs professeurs de musique.

Fondée en 2002, l'Académie de musique de Zanzibar est devenue un important point de rencontre de la vibrante scène musicale de cette île située au large de la Tanzanie. Sise dans la Stown Town, la partie antique de la ville, l'école surplombe l'océan Indien. C'est grâce à la mer et à la position de Zanzibar sur les routes commerciales que les cultures africaine, arabe, indienne et européenne s'y sont croisées et mélangées au cours des millénaires.

On retrouve les traces de ce mélange dans l'architecture, mais aussi dans la musique. C'est ainsi qu'au tournant des 19^e et 20^e siècles, le taarab, la musique

« LA MUSIQUE EST UN ALLIÉ PRÉCIEUX DANS LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ET L'ENGAGEMENT POUR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES. »

traditionnelle de l'île, voit le jour. Ce genre musical réunit des éléments africains, européens, moyen-orientaux et asiatiques. Des origines qui se reflètent également dans la grande variété d'instruments utilisés: l'oud, le kanoun, le violon, l'accordéon, le violoncelle, la guitare, les percussions africaines, le tabla

indien et bien d'autres encore. Ces instruments sont tous enseignés au sein de l'Académie.

La DCMA joue donc un rôle clé dans la préservation et la mise en valeur du patrimoine musical de Zanzibar. Depuis sa création, elle a accueilli plus de 1500 élèves et formé plus de la moitié des professeurs de musique de l'île. Ceux-ci sont les nouveaux gardiens du patrimoine swahili, la culture prédominante sur les côtes d'Afrique orientale.

L'Académie est actuellement fréquentée par près de 70 étudiants. Ces dernières années, elle a élargi son répertoire en offrant des cours de musique du monde. La combinaison entre musique traditionnelle et internationale a donné plus de prestige à la DCMA, érigée en ambassadrice de la culture de Zanzibar au-delà des frontières nationales et africaines. Une notoriété que les différents groupes de l'école ont contribué à forger à l'occa-



sion du festival «Sauti za Busara», qui signifie «sons de sagesse» en langue swahili. Au début du mois de février et durant quatre nuits, Stone Town se transforme en une scène unique où se produisent des ensembles de l'île, de Tanzanie, d'autres pays africains ou de diverses parties du monde. Il s'agit d'une kermesse musicale à laquelle participent près de 20 000 spectateurs. L'événement permet aux artistes locaux de se faire connaître auprès d'un large public international et de rencontrer d'autres musiciens.

En plus d'être un trésor et un phare de la culture locale, la DCMA offre également des perspectives éducatives et professionnelles aux jeunes, aux enfants et aux femmes. Depuis 2013, la Suisse soutient cette institution dans le cadre de son programme culturel promu par la DDC. L'objectif est de favoriser le dialogue et l'échange interculturel comme instruments visant à promouvoir la

diversité et la paix. Rien qu'en Tanzanie, par exemple, plus de 120 tribus coexistent, gardiennes d'un patrimoine musical et de danses traditionnelles exceptionnelles.

La musique est également un allié précieux dans la lutte contre l'exclusion et l'engagement pour l'émancipation des femmes. Amina Omar en sait quelque chose. Pour suivre sa passion, le chant et l'oud, elle s'est séparée de son mari. Il y a quelques années encore, sur cette île à majorité musulmane, il était interdit aux femmes de jouer d'un instrument ou de chanter en public. Un corset trop serré aux yeux d'Amina.

Partagée entre l'amour pour son mari et la musique, la jeune femme a tranché: elle est désormais professeur de chant à la DCMA. Parfois, le soir, elle se produit dans les lieux fréquentés par les touristes dans la vieille ville de Zanzibar. Sans voile, on dirait une autre femme.

Mais Amina reste la même: dans la chanson, elle exprime tout son amour pour la vie et la musique. ■



© DFAE

L'AGENDA 2030 SOUS FORME LUDIQUE

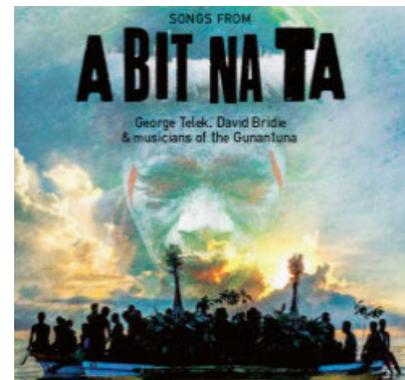
(bf) Quelle est l'énergie la plus subventionnée? Combien de temps en moyenne les réfugiés vivent-ils avec un tel statut? Quand le paludisme a-t-il été éradiqué en Europe? Ces trois questions du jeu de carte *Sustainable Development Geek*, qui teste les connaissances, suscitent des discussions passionnantes. Elles sont basées sur les dix-sept Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Ces derniers s'appliquent à tous les pays. Ils visent à combattre la pauvreté, à réduire les inégalités et à lutter contre le changement climatique. Ce jeu remet en question les préjugés et élargit les horizons. Il peut se jouer de différentes manières à deux personnes ou plus. Il est adapté aux classes scolaires ou à de grands événements.

Jeu de cartes «*Sustainable Development Geek*», disponible gratuitement en D/F/I/E; à commander sous www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/documentation/sd-geek.html



s'est mise en quête de ses racines en Haïti. Les textes et chansons qu'elle a découverts dans son pays d'origine puis adaptés portent essentiellement sur la lutte contre l'occupation américaine entre 1915 et 1936. L'artiste s'inspire aussi de mélodies traditionnelles ou de rythmes vaudous. Accompagnée de quatre musiciens classiques, elle crée avec passion un son créole urbain, satiné et varié. Des riffs mélodieux de guitare et de basse, des jeux de percussions ainsi que des accents de clavier frais et impertinents se déploient. Mélissa Laveaux offre un magnifique album personnel, rempli de poésie haïtienne ennoblée par l'esthétique indie rock, pour un résultat à la fois sérieux et souriant. *Mélissa Laveaux: «Raddyo Siwèl» (No Format/Sony)*

DOUCE, MAIS FÊLÉE



(er) Les «*Transglobal World Music Charts*» sont produits, chaque année, par plus de 40 journalistes et animateurs radios indépendants. L'album *A Bit Na Ta* («*Source de la mer*») a été élu meilleur CD de l'année 2017 dans la catégorie Océanie. Il reflète l'amour que le peuple Tolai de Nouvelle-Bretagne orientale, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, porte au Pacifique. On y découvre les rituels et les cérémonies spirituelles ainsi que le chemin douloureux et mouvementé de l'État insulaire vers la souveraineté. Les textes captivants sont chantés en langue Kuanua par George Telek. La voix légèrement fêlée du mythique chanteur tolai, âgé de 59 ans, est soutenue par le chant doux, mais sonore de l'Australien David

MUSIQUE



UNE VOIX LÉGÈRE ET VIBRANTE

(er) Inconnue en Suisse, la chanteuse et actrice Chiemi Eri est décédée en 1982 à 45 ans seulement. Comptant plus de 50 films à son actif, ainsi que d'innombrables apparitions dans des pièces de théâtre, sur des scènes de concert ou à la télévision, elle est une icône au Japon. À 14 ans

déjà, elle enthousiasmait bien au-delà des bases militaires américaines avec son interprétation de Tennessee Waltz. Le jeune label français Akuphone a réédité seize chansons de Chiemi Eri, sélectionnées dans quatre vinyles sortis entre 1958 et 1962. Soutenue par les mélodies bebop, swing ou mambo jouées par les cordes voluptueuses des Tokyo Cuban Boys, sa voix lyrique fascine. Légère et détendue, puis vibrante ou mélancolique, elle raconte le temps d'avant et d'après-guerre au pays du Soleil-Levant. Ce disque constitue une exquisite trouvaille, mêlant musique traditionnelle Min'yo, chants populaires du Kayokyoku et influences jazz et latines. *Chiemi Eri: «Chiemi Eri» (Akuphone)*

MÉLODIES ET RYTHMES VAUDOUS

(er) Sa voix est unique: magnifique et sensuelle, au timbre légèrement rugueux mais lumineuse, douce comme de la soie. Mélissa Laveaux, guitariste de 33 ans, est née à Montréal de parents immigrants haïtiens. Elle a grandi à Ottawa et vit aujourd'hui à Paris. Pour cet album, elle

Bridie. L'ancien rockeur entremêle harmonies vocales et intermèdes virtuoses d'instruments à cordes. Vingt-six morceaux à couper le souffle pendant un peu plus d'une heure. Tout simplement magique. *George Telek, David Bridie & Musicians of the Gunantuna: «A Bit Na Ta» (Wantok Musik)*

FILMS



LE VÉRITABLE PRIX DES VÊTEMENTS

(dg) Notre consommation de vêtements a fortement augmenté au cours des quatre dernières décennies. Dans le même temps, les prix de la mode bon marché ont continué à baisser. Le film *The True Cost - le vrai prix de la mode* nous fait visiter les semaines de la mode à Paris et à Londres. On y découvre aussi les fabriques textiles au Bangladesh et en Chine. Où est fabriquée la mode à bas prix, quelles sont les conditions de travail dans ces usines ? La version courte du documentaire met l'accent sur les mécanismes économiques et psychologiques de l'industrie de la «Fast fashion» ainsi que sur les conditions de travail des ouvriers du textile bangladais. Mais le film dépeint également les acteurs, à l'intérieur et à l'extérieur de l'industrie de la mode, qui remettent en question le système. Ceux-ci proposent d'autres manières de produire les vêtements – plus équitables et moins dommageables pour l'être humain et l'environnement. «*The True Cost - Le vrai prix de la mode*», documentaire d'Andrew Morgan, États-Unis 2015/17, disponible en DVD ou VOD; éducation21, tél. 031 321 00 22, www.filmeewelt.ch

DANS LES MONTAGNES DE GÉORGIE

(wr) Abga, paysan âgé, vit avec sa petite-fille de 16 ans, Asida, au pied des montagnes. Une vie retirée et simple, dans la nature sauvage. Ils cultivent une terre au milieu de la rivière, susceptible de déborder à tout moment. Alors que le maïs commence à pousser, Asida rencontre un soldat blessé cherchant refuge sur l'île. Elle le cache et l'île devient la cible de ses poursuivants. Avec une suite d'images d'une beauté à couper le souffle, le Géorgien Georges

Ovashvili raconte, dans son film *Corn Island*, l'histoire d'un doux passage à l'âge adulte et d'une quête de liberté. Il conduit son public dans un voyage hypnotisant à travers passé et futur, ainsi que secrets et évolutions qui ne peuvent être vécues nulle part ailleurs mieux que dans la nature. «*Corn Island*» de George Ovashvili, Géorgie, disponible en DVD ou en ligne sur www.trigon-film.org

LIVRES



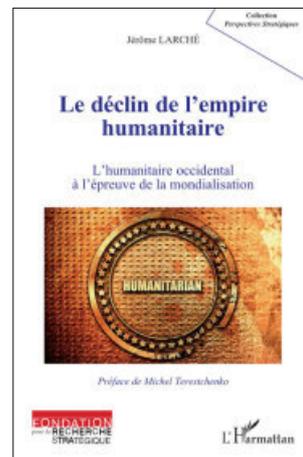
© Christoph Schütz

BIOGRAPHIES KIRGHIZES

(bf) C'est en 1997 que le photographe fribourgeois Christoph Schütz a découvert le Kirghizistan pour la première fois. Depuis, il reste fasciné par l'ancienne République soviétique et ses habitants. Il y est retourné souvent. Il a interviewé de nombreuses personnes et les a photographiées. Pour un projet de longue haleine, il a recherché des individus qu'il avait déjà immortalisés dans un livre publié en 1998, en 2007 et à nouveau en 2017. Ainsi est né son dernier ouvrage photographique *Am Issyk-Kul*. Il s'agit de quinze biographies de personnes vivant autour du lac Issyk-Kul. Parmi celles-ci, Makfira Sufijanowa, qui a travaillé dans un restaurant et est désormais à la retraite. Ou Wassia qui, à 13 ans, jouait avec ses amis sur un chantier naval et est aujourd'hui gardien sur une base militaire. Sans artifices, mais d'une manière profonde et passionnante, Christoph Schütz nous fait découvrir la vie de Kirghizes ordinaires. Christoph Schütz, «*Am Issyk-Kul*», Wostok Verlag, Berlin, 2017. Ouvrage disponible (en allemand, en anglais et en russe) dans les librairies ou sur le site de l'auteur: www.unikator.org

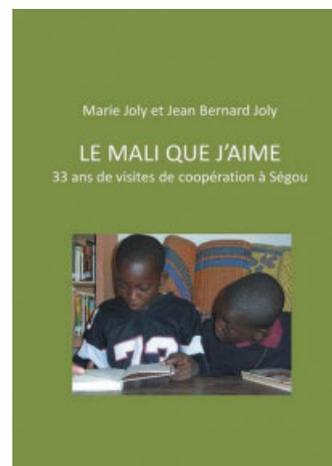
ASSOCIER PRAGMATISME ET UTOPIE

(zs) Les ONG travaillent dans un environnement qui a profondément évolué, «de plus en plus complexe et protéiforme», relève Jérôme Larché. Ce médecin engagé se demande, dans son essai intitulé *Le déclin de l'empire humanitaire: l'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation*, si elles sauront réinventer leurs stratégies et leurs pratiques. Il pointe du doigt leurs faiblesses et leurs contradictions du



monde et entend participer «à la réflexion collective de solutions de renforcement et d'alternatives possibles». L'auteur développe ainsi le concept d'*humanitaire complexe* pour saisir le monde qui a émergé ces dernières années. Les protagonistes doivent, d'après lui, décroiser les disciplines et s'efforcer de «réhumaniser des pratiques de plus en plus technicisées et dépolitisées, de les enrichir de façon systématique par l'apport des sciences sociales et de réduire leur biopouvoir normatif (...)». Jérôme Larché: «*Le déclin de l'empire humanitaire: l'humanitaire occidental à l'épreuve de la mondialisation*», L'Harmattan, Paris, 2017

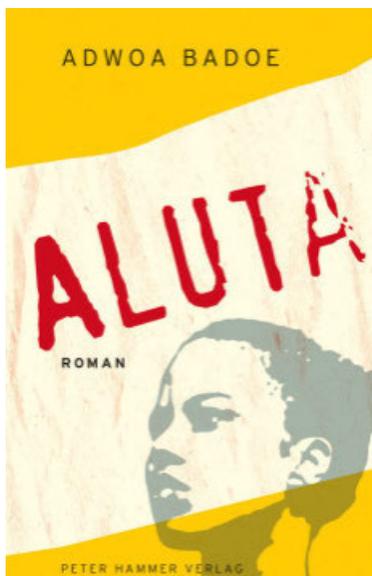
DONNER AUX ENFANTS LES MOYENS D'UNE VIE MEILLEURE



(zs) Trente ans durant, Marie et Jean Bernard Joly ont visité plusieurs fois par année la ville malienne de Ségou, jumelée avec Angoulême (F) où ils vivent. Elle est secrétaire du service de pédiatrie ange-moisin; lui est médecin. Dans un livre, ils racontent les amitiés nouées avec les locaux, leurs expériences sur le terrain et leurs réalisations. Parmi celles-ci, des rénovations de maternités, ainsi que la formation des sages-femmes et des accoucheuses traditionnelles. Ces dernières ne sachant pas lire, Jean Bernard Joly et une conseil-

lère sage-femme ont élaboré un manuel d'obstétrique en BD. Pour les aider, Francis Groux, l'un des fondateurs du Festival de la bande dessinée à Angoulême, a préparé les ébauches. Deux dessinateurs maliens ont, ensuite, rempli les vignettes. « Les sujets dessinés mettaient nos artistes à rude épreuve. Ils n'avaient, en effet, jamais vu de périmé féminin et avaient une certaine réticence à le dessiner », racontent les auteurs. Le couple français a également œuvré dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle. Sa fondation, Leïla Fodil, finance notamment les frais de scolarité d'enfants défavorisés. *Marie Joly et Jean Bernard Joly, « Le Mali que j'aime. 33 ans de visites de coopération à Ségou », Books on Demand, Paris, 2017*

ÉTUDIANTE EN LUTTE CONTRE LA DICTATURE



(bf) L'auteure ghanéenne Adwoa Badoe est médecin, pédagogue, enseignante de danse africaine et conteuse. Outre son roman à succès *Between Sisters*, elle a également écrit plusieurs ouvrages de littérature enfantine. Son dernier roman politique vient de paraître en allemand. *Aluta* raconte les manifestations d'étudiants dans son pays d'origine. Le personnage principal, Charlotte, qui attire l'attention des hommes grâce à son intelligence et à sa beauté, ne laisse indifférent ni son charismatique professeur de sciences politiques ni Banahene, son collègue engagé politiquement, et encore moins Asare, le marchand de pétrole. Lorsqu'elle s'oppose soudainement au régime lors de sa première année d'étude, elle devient l'une des meneuses du mouvement étudiant et, par conséquent, la cible des autorités, mettant ainsi sa vie en danger. *Adwoa Badoe, « Aluta », Peter Hammer Verlag, Wuppertal, 2018*

FORMATION

RECHERCHE SUR LA PAIX

Swisspeace est un institut de recherche sur la paix. Il est orienté vers la pratique et actif dans le domaine de la promotion de la paix, de la prévention et de la transformation des conflits internationaux. Il entend également faire le lien entre la recherche et les organisations qui travaillent sur le terrain, proposant différents séminaires et cours en anglais à l'Université de Bâle. Parmi les prochaines formations à l'agenda figurent « Dealing with the Past & Conflict Transformation », « Fragility, Conflict & Statebuilding Course » ou « Business, Conflict & Human Rights ». *Information et inscription : www.swisspeace.ch/courses.html*

DIVERS

DES SPÉCIALISTES DU DFAE VIENNENT À VOUS

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent prendre part à la manifestation. *Informations : Service de conférences du DFAE, Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 058 462 31 53; courriel : vortragservice@eda.admin.ch*

COUP DE CŒUR



Du voyage à l'intégration

L'Italienne Francesca Sanna, qui vit à Zurich, est auteure-illustratrice d'ouvrages pour enfants. Son album *Partir. Au-delà des frontières* a remporté, en 2016, la médaille d'or de la Société des illustrateurs de New York dans la catégorie « Livre ».

Je suis née en Sardaigne, une île entourée par la Méditerranée. Pour moi, la mer est ma maison. Malheureusement, ces dernières années, elle s'est transformée en cimetière. Une double connotation difficile à évoquer dans mon album *Partir. Au-delà des frontières*. Une famille traverse la mer sur un bateau. L'enfant se penche par-dessus bord pour observer ce qui se cache sous la surface. L'eau est peuplée de monstres. La mer suscite d'une part la peur, de l'autre la curiosité et l'imagination. Avec mon livre, je suis entrée dans d'innombrables salles de classe en Suisse et à l'étranger. J'ai entendu de nombreuses histoires. Beaucoup d'enfants ont fui à la recherche d'un endroit où vivre. C'est ici que commence l'autre voyage : l'intégration, qui est le sujet de mon prochain ouvrage. Mon expérience personnelle s'y mêle à celle, nettement plus difficile, des jeunes que j'ai connus. En classe, je leur demande de faire un dessin les décrivant. Et c'est incroyable de constater à quel point, même si nous sommes nés dans des endroits totalement différents, nous aimons les mêmes choses : la glace, la pizza, le football, les livres.

(Propos recueillis par Luca Beti)

IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable)
George Farago (Coordination globale)
Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Anja Prodöhl, Özgür Ünal

Rédaction

Beat Felber (bf - production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (jlh), Zélie Schaller (zs), Christian Zeier (cz)
Ernst Rieben (er)

Concept graphique

Communication visuelle DFAE

Réalisation

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression

Stämpfli AG, Bern

Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

Internet : www.deza.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 47'400

Couverture : Des bergers sur l'Altiplano, au Pérou; Juan Manuel Castro Prieto/Vu/laif

ISSN 1661-1675

« Les populations de montagne sont plus pauvres qu'ailleurs, alors qu'elles disposent des principales ressources naturelles. »

Eklabya Sharma, page 12

« Si nous voulons continuer à nourrir la planète sans utiliser plus de terres, d'eau ou de ressources, il nous faudra plus de technologie et de savoir-faire. »

Regina Ammann, page 34

« Le chaos régnant en Afghanistan est pire que ce que l'on peut imaginer. Attentats-suicides, terreur et explosions font partie de ma vie quotidienne. »

Shahrbanoo Sadat, page 37